



A GLOBAL
TOBACCO
INDUSTRY
WATCHDOG



Indice mondial d'ingérence de l'industrie du tabac 2021

CRÉDITS ET REMERCIEMENTS

Auteurs: Mary Assunta

Rédacteurs: E. Ulysses Dorotheo, Yodhim Dela Rosa, Erin Sandberg

Contributions à la rédaction: Vital Strategies et le Centre mondial pour la bonne gouvernance dans la lutte antitabac.

L'indice mondial d'ingérence de l'industrie du tabac (l'indice) est une enquête mondiale sur la façon d'agir des gouvernements face à l'ingérence de l'industrie du tabac et comment ils protègent leurs politiques de santé publique contre les intérêts commerciaux et autres de celle-ci, comme l'exige la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac (CCLAT de l'OMS). À l'origine, en 2014, le rapport était une initiative régionale menée par l'Alliance pour la lutte antitabac en Asie du Sud-Est (SEATCA). L'indice est produit par le Centre mondial pour la bonne gouvernance dans la lutte antitabac (GGTC), partenaire de la coalition STOP, avec le soutien de Bloomberg Philanthropies. La Fondation thaïlandaise pour la promotion de la santé et la Fondation Bill et

Melinda Gates ont également contribué financièrement au rapport. Le GGTC est une initiative conjointe de l'École d'études mondiales de l'Université de Thammasat et de la SEATCA.

Conception visuelle: sophieverett.com.au

Financement: Cette publication a été soutenue financièrement par Bloomberg Philanthropies.

Citation suggérée: Mary Assunta. Indice mondial d'ingérence de l'industrie du tabac 2021. Global Center for Good Governance in Tobacco Control (GGTC). Bangkok, Thaïlande. Nov. 2021.

Clause de non-responsabilité: Cet indice a été élaboré uniquement à partir des informations accessibles au public colligées par les collaborateurs et collaboratrices dans leurs pays respectifs. Si vous disposez d'informations susceptibles de renforcer ce rapport, contactez-nous à l'adresse suivante: info@ggtc.world.

Pour plus d'informations, veuillez consulter les sites web:

www.exposetobacco.org

www.globaltobaccoindex.org

Contenu

02

Introduction

06

Principaux constats

08

01. L'industrie du tabac s'est ingérée dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques antitabac

14

02. Les activités de l'industrie du tabac en matière de responsabilité sociale des entreprises (RSE) liées à la pandémie ont permis un meilleur accès aux hauts fonctionnaires

17

03. L'industrie du tabac a bénéficié de mesures incitatives qui ont profité à ses activités

20

04. Des interactions indues se sont produites entre les gouvernements et l'industrie

26

05. La transparence et la reddition de comptes se sont détériorées

29

06. Des fonctionnaires ont été confrontés à des situations de conflit d'intérêts

34

07. Les gouvernements peuvent se protéger contre les ingérences de l'industrie

41

Conclusion

42

Recommandations

44

Tableau sommaire

56

Annexe A

60

Notes

Introduction

Dans une pandémie mondiale, où le tabagisme est un facteur de risque pour développer de sévères formes du Coronavirus (COVID-19), l'industrie du tabac (TI) a continué par produire, distribuer et vendre ses produits nocifs.

Bien que les gouvernements avaient le pouvoir de renforcer la réglementation du secteur du tabac en ces temps difficiles, le contraire semble malheureusement s'être produit. Dans de nombreux pays, les gouvernements ont choisi de protéger et même de promouvoir l'industrie du tabac (IT). Chaque année, le tabac cause la mort d'environ 8 millions de personnes dans le monde,¹ et son impact sur la santé et la perte de productivité coûte environ 1,4 billion de dollars américains chaque année.² Pourtant, des gouvernements se sont laissés convaincre et ont cédé aux demandes de cette industrie néfaste et de ses lobbyistes, acceptant même leur aide caritative, comme le révèle l'indice mondial d'ingérence de l'industrie du tabac 2021 (l'indice).

Bien que les gouvernements reconnaissent que l'ingérence de l'industrie du tabac est le principal facteur qui entrave leurs efforts de lutte antitabac,³ nombre d'entre eux sont devenus vulnérables aux tactiques de l'industrie, ont cédé à son ingérence et ont fait des concessions sur leurs mesures de protection de la santé publique pour satisfaire les intérêts commerciaux de l'industrie.

Plusieurs gouvernements ont cru au double discours des compagnies transnationales du tabac telles que Philip Morris International (PMI), British American Tobacco (BAT) et Japan Tobacco International (JTI), qui les ont exhortés à approuver leurs nouveaux produits du

tabac sous prétexte qu'ils se retireraient du marché des cigarettes. La vérité est qu'ils ont vendu encore plus de cigarettes tout en cherchant à faire obstacle aux réglementations gouvernementales susceptibles d'en affecter la vente.

L'IT a profité de la pandémie de COVID-19 pour déployer une vaste tactique visant à subjuguier, persuader et contraindre les gouvernements à assouplir leurs politiques de santé publique. De nombreux gouvernements, que la pandémie a rendu vulnérables, ont librement accepté et endossé la stratégie caritative de l'IT, alors que les dons de charité comportent souvent des conditions qui obligent à des concessions politiques. Au lieu d'éliminer les faveurs accordées à l'industrie, plusieurs gouvernements ont pris des décisions à leur avantage, notamment en réduisant ou en supprimant des taxes et en retardant la législation ou sa mise en œuvre.

De nombreux responsables gouvernementaux ont tenu des rencontres avec des dirigeants de l'industrie de manière non transparente, se laissant persuader qu'il fallait reconnaître leurs activités comme étant «essentiels» et les permettre malgré les arrêts de production imposés par la pandémie. Les situations de conflit d'intérêts ont rendu les fonctionnaires vulnérables, les amenant à accepter les propositions de l'industrie et à la considérer comme un «partenaire» de la relance économique plutôt que comme un fardeau pour la santé publique et la société.

Cette troisième édition de l'indice fait l'état des lieux et documente les efforts des gouvernements pour mettre en œuvre l'article 5.3 de la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour la lutte antitabac (CCLAT). L'article 5.3 et ses lignes directrices indiquent aux gouvernements comment ils peuvent protéger leurs politiques de santé publique des intérêts commerciaux et autres de l'IT et de ceux qui défendent leurs intérêts.⁴ Les gouvernements qui ont suivi ces directives ont mieux réussi à préserver leurs mesures de lutte antitabac pendant la pandémie, tandis que ceux qui n'en ont pas tenu compte ont vu l'industrie saper, retarder, voire anéantir leurs efforts.

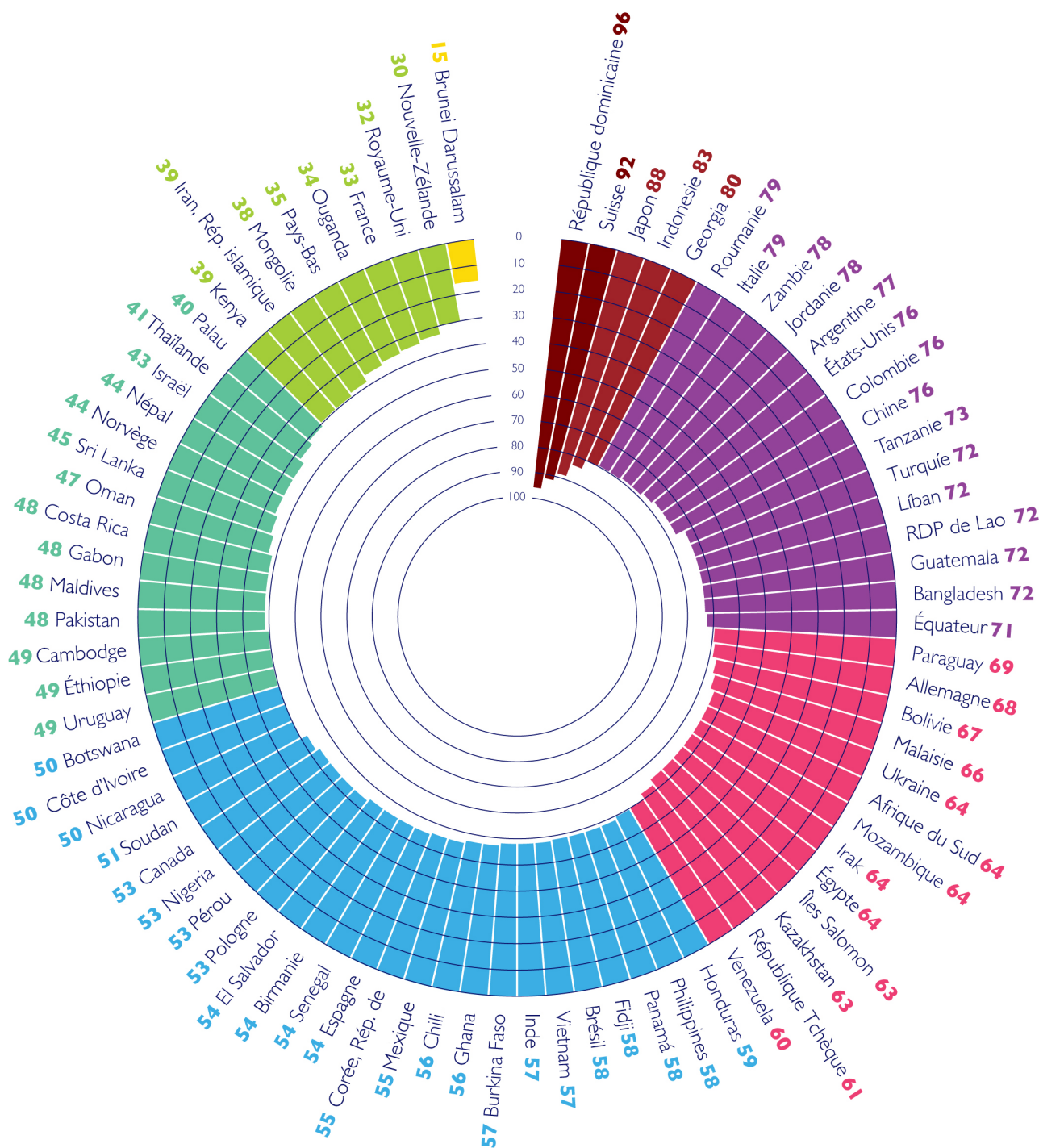
La première édition de l'indice en 2019 portait sur 33

pays,⁵ la deuxième sur 57 pays,⁶ et ce troisième indice examine la situation dans 80 pays d'Afrique, de la région de la Méditerranée orientale, d'Amérique latine et d'Amérique du Nord, d'Europe, d'Asie du Sud et du Sud-Est, et de la région du Pacifique occidental. Il classe les pays en utilisant le même questionnaire et la même méthode de pointage que l'indice ASEAN développé par l'Alliance pour la lutte antitabac en Asie du Sud-Est (SEATCA).⁷

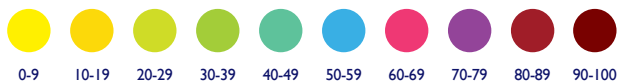
Cet indice s'appuie sur l'information des ingérences de l'IT accessible au public dans chaque pays et sur les réponses de chaque gouvernement à ces ingérences pour la période allant de janvier 2019 à mars 2021 pour les 23 pays nouvellement étudiés, et de janvier 2020 à mars 2021 pour les 57 pays dont les rapports sont mis à jour. Puisque les informations ont été recueillies pendant la pandémie de COVID-19, plusieurs des principaux constats sont directement liés aux décisions prises face à la pandémie. L'indice classe les pays (figure 1) en fonction des notes globales que les groupes de la société civile leur ont attribuées au sein des indices qu'ils ont préparés dans leurs pays respectifs. Plus le score est bas, plus le niveau général d'ingérence est faible, ce qui augure bien pour le pays. Le tableau sommaire (p. 44) présente les scores ventilés par pays.

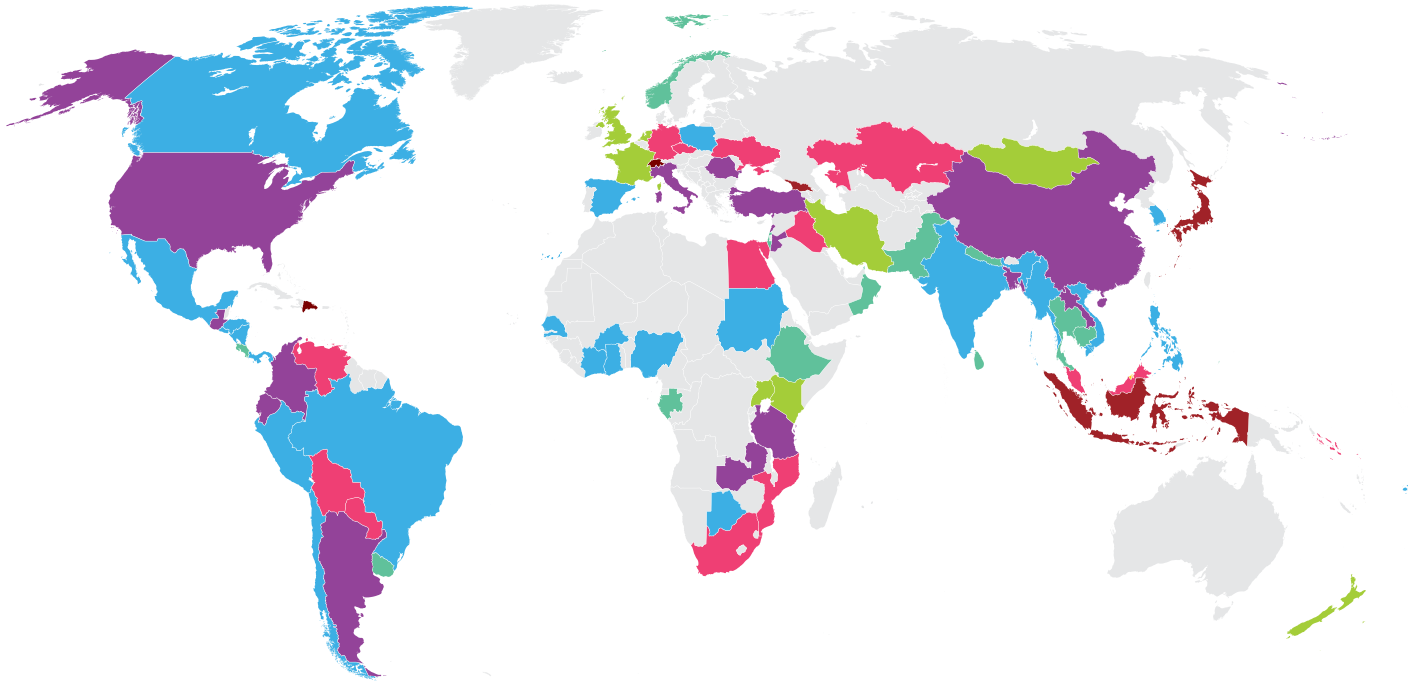
Bien qu'aucun pays n'ait échappé à l'ingérence de l'IT, l'indice montre que certains gouvernements ont fait preuve d'audace pour contrer l'ingérence de l'industrie. Le rapport montre que dix-huit pays ont progressé dans la protection de leurs politiques de santé, notamment en privilégiant une plus grande transparence, en refusant de collaborer avec l'industrie et en adoptant des lignes directrices qui définissent les règles de procédure au moment d'interagir avec l'industrie.

Figure 1: Classement général des pays quant à l'ingérence de l'industrie du tabac



Plus le score est faible, meilleur est le classement





MOINS D'INGÉRENCE

15

BRUNEI DARUSSALAM

30

NOUVELLE-
ZÉLANDE

32

ROYAUME-UNI

33

FRANCE

34

OUGANDA

PLUS D'INGÉRENCE

96

RÉPUBLIQUE
DOMINICAINE

92

SUISSE

88

JAPON

83

INDONÉSIE

80

GÉORGIE

Principaux constats

Trois gouvernements ont fait des progrès pour protéger leurs politiques contre l'ingérence de l'industrie du tabac.

Le **Botswana** a publié sa loi sur la lutte antitabac, laquelle limite l'interaction entre le gouvernement et l'IT, interdit les partenariats avec l'industrie et les incitations à cette dernière. Le ministère de la santé de l'**Inde** a adopté un code de conduite limitant la collaboration des fonctionnaires avec les industries du tabac, tandis qu'au **Cambodge**, le Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports a interdit toute forme de partenariat avec l'IT dans les établissements d'enseignement.

Dans de nombreux pays, les ministères de la santé, les hôpitaux, les professionnels de la santé et les organismes responsables de faire respecter la loi, ont été la cible d'une recrudescence des activités de responsabilité sociale des entreprises (RSE) liées à la pandémie.

Sept pays ont déclaré n'avoir reçu aucune proposition d'activités de RSE de l'industrie du tabac, tandis que de nombreux autres, dont au moins six pays qui interdisent ou limitent les activités de RSE en lien avec le tabac, ont accepté le soutien caritatif de l'industrie pendant la pandémie. Certaines agences de santé, qui sont en première ligne pour traiter les maladies associées au tabac, ont accepté les dons de l'IT tels que des ventilateurs, des équipements de protection individuelle (EPI) et des dons monétaires. Des agences responsables d'appliquer les politiques sans fumée et contre le commerce illicite du tabac ont reçu de l'IT des dons, des EPI et des ambulances.

De nombreux gouvernements ont fait des concessions sur leurs politiques de taxation du tabac.

Au moins onze pays qui ont reçu des dons de l'industrie au titre de la RSE ont assoupli leur politique fiscale. Plusieurs gouvernements ont accepté les propositions de l'IT de réduire le taux de taxation sous prétexte de la pandémie, d'accorder un délai de paiement plus généreux ou de ne pas augmenter les taxes sur le tabac. Dans plusieurs pays, les tentatives d'augmenter les taxes ont été contrecarrées.

Au moins 10 gouvernements ont établi que l'industrie du tabac et les cigarettes étaient «essentielles» pendant la pandémie.

Des gouvernements, tant au niveau national que provincial, ont permis à l'IT de continuer à fonctionner pendant la pandémie et certains ont jugé que les cigarettes pouvaient être vendues comme articles essentiels pendant le confinement. Les gouvernements qui ont interdit la production de tabac pendant l'urgence sanitaire ont souvent été remis en question à l'intérieur par des départements complaisants avec l'IT, ont été incités à revenir sur leur décision ou encore ont été poursuivis par l'industrie.

L'IT a convaincu les législateurs de quatre pays de traiter différemment et favorablement les nouveaux produits du tabac.

L'IT a convaincu des législateurs du **Kenya**, du **Liban**, de l'**Égypte** et de l'**Espagne** de réglementer les systèmes électroniques d'administration de nicotine (SÉAN) et les produits de tabac chauffé (PTC ou HTP en anglais) de façon différente des produits traditionnels du tabac et même, dans certains cas, d'abolir les interdictions ayant été adoptées dans le passé.

L'IT a saboté les lois de contrôle du tabac dans plusieurs pays.

Le dépôt de projets de loi antitabac a été retardé en **Tanzanie** et en **Zambie**, tandis que la mise en œuvre de la législation existante a été ralentie en **Éthiopie** et en **Bolivie**, notamment en ce qui concerne les avertissements sanitaires graphiques. En **Géorgie** et en **Turquie**, la politique d'emballage neutre a été paralysée.

Des hauts fonctionnaires de plusieurs pays ont fait la promotion de l'industrie du tabac.

Les fabricants de tabac ont réussi à convaincre des chefs d'État, des ministres et d'autres hauts responsables du **Brésil**, de **Fidji**, d'**Allemagne**, du **Kenya** et de **Zambie** de visiter leurs usines et de soutenir leurs activités lors de cérémonies d'inauguration. La publicité de ces visites dans les médias met publiquement en évidence l'assentiment des hautes instances de l'État, risquant de compromettre toute initiative réglementaire future. Des hauts fonctionnaires du **Pakistan**, du **Nicaragua** et de la **Pologne** ont participé à des activités axées sur l'économie organisées par l'industrie.

Les gouvernements ont conclu des ententes au lieu de réglementer.

L'IT a réussi à cristalliser leur collaboration avec les gouvernements d'au moins onze pays grâce à des ententes, des programmes de formation et des activités de surveillance de la loi, notamment en ce qui a trait au commerce illicite. Ceci est contraire à l'orientation de la CCLAT de limiter les interactions avec l'IT uniquement à ce qui est strictement nécessaires aux fins de la réglementation. Des ententes de collaboration sur le commerce illicite du tabac ont été conclues en **Colombie**, en **République dominicaine**, en **Éthiopie**, en **Italie** et aux **Pays-Bas**.

Des conflits d'intérêts ont été détectés dans les cas où d'anciens fonctionnaires ont rejoint l'industrie, et où des cadres de l'industrie ont investi des lieux décisionnels de définition des politiques.

Des législateurs se sont rendus vulnérables à l'ingérence de l'industrie après avoir accepté des dons politiques, en étant directement impliqué dans les affaires de l'industrie par l'effet des «portes tournantes» selon lequel d'ex fonctionnaires se joignent à l'IT et vice versa. Neuf pays ont signalé des nominations suite au phénomène de porte tournante. En **Argentine**, en **Colombie**, à **Fidji**, en **Géorgie** et au **Paraguay**, d'anciens dirigeants de compagnies de tabac ont été nommés à des hauts postes au sein de la fonction publique.

Les pays non signataires de la convention ont été exposés à des niveaux élevés d'ingérence.

Cinq pays qui ne sont pas parties à la CCLAT de l'OMS, à savoir l'**Argentine**, la **République dominicaine**, l'**Indonésie**, la **Suisse** et les **États-Unis**, ont été confrontés à un degré élevé d'ingérence de la part de l'IT, avec l'effet d'éroder les objectifs de lutte antitabac. Ces gouvernements ont encouragé le commerce du tabac en offrant des incitations, en maintenant une législation favorable à l'industrie et en faisant la promotion de l'IT au niveau international.

01

**L'industrie du tabac
s'est ingérée dans
l'élaboration et la
mise en œuvre des
politiques**

Les gouvernements de plusieurs pays ont déclaré ne pas offrir à l'IT de siège à la table des décideurs ni d'avoir accepté ses offres d'aide ou de collaboration dans l'élaboration ou la mise en œuvre des politiques de santé publique. Toutefois, encore plus doit être fait.

La **Thaïlande**, le **Kenya**, le **Gabon** et le **Nigeria** ont inclus de telles restrictions dans leur législation. L'IT a toutefois trouvé des moyens de continuer à s'ingérer dans les politiques et à retarder le processus législatif (voir figure 2). La principale tactique de l'industrie a été d'approcher les départements autres que ceux de la santé pour obtenir leur appui. Les décideurs politiques ont cédé à ces ingérences principalement en compromettant la politique fiscale, en retardant la législation de contrôle du tabac et en légalisant de nouveaux produits du tabac.

DÉMANTELER DES POLITIQUES FISCALES EFFICACES AVEC DES ARGUMENTS DE COMMERCE ILLICITE

Malgré les profits qu'elle a engrangé au niveau mondial, l'IT a renversé les projets d'augmentation de taxes au **Chili**, en **Éthiopie**, en **Malaisie**, au **Paraguay** et en **Tanzanie**. Ignorant entre autres les recommandations de la Banque mondiale⁸, de l'OMS⁹ et de la coalition STOP¹⁰, de nombreux autres gouvernements ont succombé à la pression de l'IT et ont décidé de ne pas augmenter les taxes sur le tabac comme mesure de soutien à la reprise économique post-pandémie de COVID-19 («reconstruire en mieux»).

L'IT a continué à utiliser habilement les arguments du commerce illicite pour influencer les gouvernements et les empêcher d'augmenter les taxes. L'industrie utilise la rhétorique selon laquelle les augmentations de taxes exacerbent la contrebande de tabac, qui entraîne à son tour des pertes de revenus pour le gouvernement. BAT a, par exemple, rencontré le sous-secrétaire aux finances du Chili en juin 2020 pour discuter «du commerce illicite de cigarettes au **Chili**, des dangers pour la population, des pertes pour l'État suite à l'évasion fiscale, et des mesures pour le combattre».¹¹ Suite à cette réunion, les taxes sur le tabac dans le pays n'ont pas été augmentées. Quant à la **Malaisie**, voilà cinq années consécutives qu'il n'y a pas eu de hausse de taxes, une décision influencée par une campagne médiatique agressive de l'IT sur le problème croissant du commerce illicite.¹²

En **Éthiopie**, bien que le Conseil des ministres ait donné

au Ministère des Finances le pouvoir d'imposer à chaque année une augmentation de 10 % des taxes sur les produits soumis à accises, il n'y a pas eu d'augmentation de taxes sur les produits du tabac en 2020.¹³ Il n'existe pas de déclaration explicite qui explique cette décision de ne pas appliquer de taxe supplémentaire sur le tabac, mais un protocole d'entente a vu le jour entre la National Tobacco Enterprise et le gouvernement en matière d'assistance technique et de formation afin de soutenir le contrôle du commerce illicite.¹⁴

Au **Paraguay**, le projet de loi proposant des taxes plus élevées a été défait trois fois en cinq ans après que l'on ait accepté de recevoir les propositions de l'industrie du tabac.^{15, 16}

L'**Argentine**, un pays qui n'est pas partie à la CCLAT de l'OMS, a adopté une réforme fiscale qui a réduit le taux de taxation sur les cigarettes de 75 % à 70 %, favorisant une réduction du prix des cigarettes et l'augmentation des profits des grandes entreprises (BAT et PMI).¹⁷

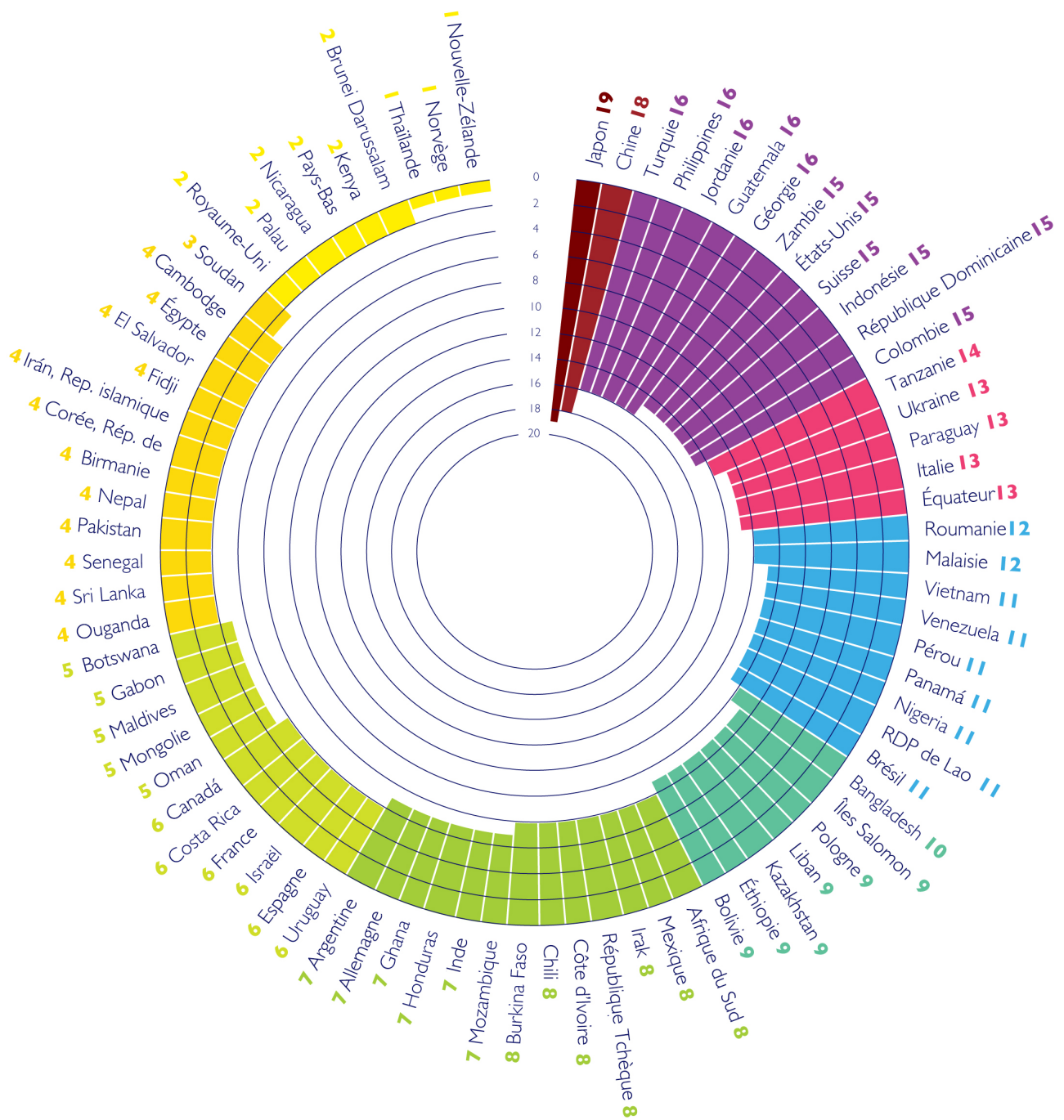
En **Colombie**, un représentant du Congrès a présenté le projet de loi 339 en septembre 2020, qui visait à accorder des avantages fiscaux à PMI.¹⁸

Des éléments de preuve obtenus grâce à une demande d'accès à l'information ont révélé qu'en **Allemagne**, l'IT a tenu cinq réunions avec le Ministère des Finances entre 2018 et 2020, aboutissant en février 2021 à un plan de «modernisation du système de taxation du tabac» favorisant l'industrie.^{19, 20}

L'IT a déployé son lobby envers des gouvernements afin qu'ils conservent leurs systèmes inefficaces de taxation à plusieurs niveaux, comme en **Indonésie** (12 niveaux²¹ pour les cigarettes et les kreteks) et en **Birmanie** (quatre niveaux pour les cigarettes et deux niveaux pour les cheroots). Au **Pakistan**, l'industrie n'a pas réussi à convaincre le gouvernement de ramener le système de taxation à trois niveaux au lieu de deux.²²

Au **Bangladesh**, le gouvernement a finalement décidé de ne pas réduire les taxes sur les bidis²³ dans le budget 2020-21, malgré les demandes en ce sens de 10 parlementaires au ministre des Finances en septembre 2020.

Figure 2: L'industrie du tabac s'ingère dans l'élaboration des politiques



Plus le score est faible, meilleur est le classement



RETARDER L'ADOPTION DE LOIS ET LEUR APPLICATION AFIN DE COMPROMETTRE L'EFFICACITÉ DES MESURES DE LUTTE ANTITABAC

L'ingérence de l'industrie du tabac a retardé les lois omnibus contre le tabagisme dans plusieurs pays, notamment au **Guatemala** (2018), en **Afrique du Sud** (2018), en **Tanzanie** (2017) et en **Zambie** (2016).

Au **Guatemala**, le projet de loi sur le contrôle des produits du tabac a été soumis au Congrès et débattu par les députés de la Commission de la santé lors de six réunions d'avril à août 2019.²⁴ Pendant cette période, l'IT a participé activement à des réunions et a soumis ses propositions avec des annotations détaillées pour chaque article. En août 2019, un délai additionnel a été accordé à l'IT de façon à ce qu'elle puisse soumettre des commentaires supplémentaires. Le projet de loi n'a pas été débattu depuis lors.

La **Zambie** et la **Tanzanie** n'ont pas réussi à introduire de projets de loi sur la lutte antitabac dans leurs parlements respectifs. Le projet de loi zambien de 2016 sur la lutte contre les produits du tabac, bien que rédigé selon une approche multisectorielle, est resté bloqué après que l'IT ait influencé et incité plusieurs ministères à soutenir la croissance de l'industrie, notamment les ministères du Commerce et de l'Industrie²⁵, des Finances²⁶ et de l'Agriculture.²⁷ La Tanzanie n'a pas interdit la publicité ni augmenté la taxe sur le tabac, et a autorisé la vente de cigarettes à l'unité. Bien que les efforts pour mettre à jour sa loi aient commencé en 2007, aucun projet de loi n'a été déposé au parlement et le processus reste bloqué. Entre-temps, la promotion des cigarettes se poursuit, et en août 2020, une nouvelle marque a été lancée en Tanzanie en faisant appel à un artiste local populaire comme ambassadeur de la marque.²⁸

Tandis que certains gouvernements se sont aménagé de tels délais, d'autres se sont abstenus d'agir contre les entreprises qui ne respectaient pas la législation en vigueur.

Le décret de 2015 du **Burkina Faso** visant à mettre en œuvre les avertissements graphiques pour la santé²⁹ a été retardé de quatre ans, pour finalement entrer en vigueur le 1er juillet 2019. Imperial Brands, qui contrôle



L'industrie du tabac n'a eu aucun scrupule à tirer profit de la pandémie de COVID-19 et à tenter de redorer son blason en offrant son aide aux gouvernements, tout en continuant à entraver la mise en œuvre de la CCLAT de l'OMS. L'application de l'article 5.3 de la Convention à tous les niveaux de gouvernement est le remède pour protéger les politiques de lutte antitabac contre les pratiques prédatrices d'une industrie qui fabrique un produit qui tue au moins la moitié de ses consommateurs.



Dr Adriana Blanco Marquizo,
Cheffe du Secrétariat de la CCLAT de l'OMS

80 % du marché local des cigarettes, a contesté le gouvernement sur plusieurs points, affirmant entre autres qu'il n'est pas prouvé que les avertissements sanitaires incitent les consommateurs à arrêter de fumer, que les nouveaux avertissements ne devaient pas être apposés sur l'ensemble de ses paquets et qu'elle n'avait pas été consultée sur l'emballage neutre, comme le stipule le décret. De même, en **RDP Lao**, après que l'on se soit arrangé pour retarder la mise en œuvre de la politique d'avertissements sanitaires graphiques sur 75% de la superficie des paquets de cigarettes, aucune action n'a pu être entreprise contre la non-conformité persistante de Lao Tobacco Limited, une filiale d'Imperial Brands, compte tenu que le projet de décret sur les sanctions de la loi antitabac, qui pénalise les entreprises qui la violent, a été différé.

CÉDER AU LOBBYING ET AUTORISER LES DISPOSITIFS ÉLECTRONIQUES DU TABAC

Après que la FDA des **États-Unis** ait approuvé la vente d'IQOS en juillet 2020,³¹ PMI a fait pression sur la Commission des affaires économiques de la Knesset en **Israël**, cherchant à influencer la définition des produits alternatifs lors d'une audience. PMI a fait valoir que l'IQOS n'entrait pas dans la même catégorie que les cigarettes.³² Le président de la commission a rejeté la pétition de PMI en le référant au Ministère de la Santé, déclarant que la commission ne se prononcerait pas sur la question.³³

Lors d'une comparution ultérieure devant la Commission du travail, du bien-être et de la santé de la Knesset en septembre 2020, un consultant de PMI n'a pu continuer à défendre la notion de réduction des risques lorsque des parlementaires et des responsables de la santé publique ont vivement protesté qu'on accorde un droit de parole à un représentant de l'IT.³⁴ La commission a statué que l'annonce de la FDA américaine ne changeait pas le statut réglementaire de IQOS en Israël.³⁵ Les demandes de PMI de rencontrer le ministère de la Santé ont été refusées.

L'IT et ses représentants ont persuadé des décideurs et des législateurs de plusieurs autres pays d'approuver les dispositifs électroniques pour fumeurs (EDS en anglais), tels que les produits de tabac chauffé (PTC) et les systèmes électroniques d'administration de nicotine (SÉAN). Souvent le lobbying cible directement les députés ou les audiences parlementaires.

Le projet de loi 1280 de la **Bolivie** prévoyait à l'origine une interdiction des dispositifs électroniques, mais celle-ci a été révoquée en octobre 2019 après que les compagnies de tabac aient garanti aux législateurs «qu'il n'y a toujours pas de base scientifique qui démontre leur dangerosité».³⁶ En **Uruguay**, en mars 2021, le gouvernement est revenu sur la décision d'interdire ces dispositifs, adoptée en 2009, et a autorisé la commercialisation et la vente des PTC (comme l'IQOS de PMI), tout en maintenant son interdiction des SÉAN.³⁷ Ce volte-face a été annoncé peu de temps après une réunion gouvernementale visant à obtenir des vaccins de Pfizer pour l'Uruguay, à laquelle assistait un avocat qui avait représenté PMI lors d'une action en justice contre le pays.³⁸ Il n'y a pas de preuve accessible au public qui établisse un lien direct entre l'approbation des dispositifs électroniques et la réunion sur les vaccins, mais il est clair que l'industrie du tabac est ressortie gagnante de cette décision.

Au cours du processus de réforme de la Loi générale pour le contrôle du tabac au **Mexique**, de janvier 2020 à mars 2021, onze résolutions visant à affaiblir la réglementation des SÉAN ont été présentées à la Commission économique de la Chambre des députés. Peu de temps avant, en 2019, quatre initiatives avaient poursuivi le même objectif. Le lobbying de l'industrie du tabac s'est clairement intensifié auprès du Ministère de l'économie,³⁹ cherchant à ce que la vente de produits alternatifs soit autorisée.⁴⁰

En **Géorgie**, l'Association des entreprises de Géorgie (BAG), un groupe représentant les intérêts de l'IT,⁴¹ a fait la promotion de l'IQOS de PMI à plusieurs reprises devant le Parlement.⁴² PMI avait versé 37 722 dollars à la BAG pour «lutter contre la COVID-19 et minimiser ses effets négatifs sur l'économie géorgienne».⁴³ La BAG a écrit au Bureau de l'ombudsman des entreprises en soumettant une proposition législative visant à modifier les réglementations de contrôle du tabac et permettre les e-cigarettes et les nouveaux produits. Suite aux consultations régulières du Bureau de l'Ombudsman avec des représentants de l'IT, celui-ci a rédigé et transmis au gouvernement et au parlement des propositions législatives favorables à l'IT.^{44, 45}

Aux **Philippines**, bien que la Food and Drug Administration (FDA) ait le mandat de réglementer les SÉAN et les PTC, le Congrès a délibéré sur des projets

de loi visant à affaiblir la loi et à supplanter l'autorité de la FDA pour réglementer ces produits. Lors d'audiences de la Commission du Congrès, les représentants des industries du tabac et du vapotage⁴⁶ ont été invités à soumettre leurs propositions d'amendements aux projets de loi. Le rapport final de la commission (House Bill 9007) a endossé le concept de «réduction des risques» en tant que politique de l'État,⁴⁷ incluant des dispositions favorables à l'industrie telles que l'abaissement de l'âge minimum de vente de 21 à 18 ans et l'autorisation de la publicité, des promotions et des commandites, des arômes multiples, des ventes en ligne et du vapotage dans les espaces clos. La juridiction de la FDA sur les SÉAN et les PTC a par la suite été transférée au Ministère du Commerce et de l'Industrie.⁴⁸ Les professionnels des médias ayant des liens avec PMI ont divulgué des messages en faveur de la réduction des risques suite à une visite de son usine à Lausanne, en Suisse.^{49, 50}

Dans la foulée de l'adoption du projet de loi sur le vapotage en **Nouvelle-Zélande** en 2020, l'opposition orchestrée par des organisations affiliées à l'IT et des partis politiques d'opposition a été forte. Plusieurs fabricants de cigarettes électroniques et de tabac ont soumis des recommandations à la Commission parlementaire de la santé, notamment BAT New Zealand, JTI, Imperial Brands New Zealand, Nicoventures Trading Ltd (BAT) et Juul Labs (Altria).^{51, 52, 53, 54} Les soumissions présentées à la Commission parlementaire de la santé provenaient d'au moins quatre organisations identifiées comme étant liées à l'IT et qui ont fait pression sur le gouvernement pour qu'il suspende, retarde ou assouplisse les réglementations proposées sur le vapotage. Bien que toutes les dépositions publiques favorables à l'IT énoncent leur engagement à empêcher l'accès des jeunes à leurs produits, les campagnes agressives de marketing et de commandite menées par l'IT au niveau local et mondial ciblent souvent les jeunes.

En **Italie**, le gouvernement a autorisé les lobbyistes de l'IT à lui présenter la position de leur compagnie sur diverses questions y compris les nouveaux produits du tabac, et à exposer leur analyse technique et leurs données économiques.⁵⁵ Suite à la forte opposition des ministères et des parlementaires pro-industrie⁵⁶ à une augmentation des taxes sur les produits du tabac, la charge fiscale sur les PTC représente à peine un quart des taxes prélevées sur les cigarettes traditionnelles,⁵⁷

sous prétexte qu'elles présentent moins de risques pour la santé.

Cédant au lobby des fabricants de tabac, les organismes nationaux de normalisation de certains pays ont élaboré des critères spécifiques pour légitimer et légaliser les SÉAN et les PTC, faisant fi de la réglementation de leurs départements de santé. En **Indonésie**, avec la participation active de PT HM Sampoerna, filiale de PMI, le Ministère de l'Industrie a encouragé la reconnaissance des deux produits au sein du Bureau indonésien des normes nationales afin qu'elles s'appliquent aux PTC et aux SEAN à compter de 2020.⁵⁸ Au **Vietnam**, également suite au lobbying de PMI,⁵⁹ le Ministère des Sciences et de la Technologie a publié trois normes nationales sur les PTC⁶⁰ concernant la teneur en oxyde d'azote, la teneur en monoxyde de carbone et des spécifications générales.

02

Les activités de responsabilité sociale des entreprises (RSE) de l'industrie du tabac pendant la pandémie ont permis un meilleur accès aux hauts fonctionnaires

L'IT utilise la RSE comme une stratégie d'entreprise afin de construire et améliorer son image publique et détourner l'attention des dommages qu'elles causent à la société. Ces activités sont une forme de promotion, c'est pourquoi les lignes directrices de l'article 13 de la CCLAT demandent leur interdiction⁶¹ et les lignes directrices de l'article 5.3 recommandent de les dénormaliser.

Le fait que les gouvernements acceptent la charité de l'industrie du tabac compromet leur rôle de régulateur de l'industrie. Tandis que la pandémie s'aggravait au cours de 2020, l'IT a déployé ses activités de RSE sur la COVID-19 en ciblant les départements de santé (généralement chargés de la lutte contre le tabagisme), les hôpitaux et les professionnels de la santé qui avaient désespérément besoin de ressources supplémentaires.

Pendant la pandémie, aucune activité caritative de RSE liée au tabac n'a été détectée au **Chili**, en **Côte d'Ivoire**, en **Éthiopie**, au **Gabon**, en **Nouvelle-Zélande**, aux **Pays-Bas** et en **Norvège**.

Les ministères de la santé de nombreux autres pays ont toutefois accepté et endossé les initiatives caritatives de RSE pendant la pandémie (voir l'annexe A), procurant à l'IT une publicité positive.

Les ministres ou secrétaires à la santé du **Liban**⁶² de la **Malaisie**⁶³, de la **Birmanie**⁶⁴ et de la **Tanzanie**⁶⁵ ont publiquement salué les activités caritatives des fabricants de tabac. Les compagnies de tabac ont également contribué aux fonds nationaux COVID-19 au **Kenya**,⁶⁶ en **Géorgie**,⁶⁷ en **Inde**,⁶⁸ au **Pakistan**⁶⁹ et en **Turquie**.⁷⁰ Ces fonds ont joui d'une grande visibilité et étaient souvent sous l'autorité du chef d'État, offrant ainsi une publicité positive à leurs contributeurs.

En **Géorgie**, le gouvernement a qualifié publiquement les entreprises qui ont fait des dons au fonds StopCov d'«organisations socialement très responsables». Mais les organisations de la société civile locale⁷¹ ont protesté et dénoncé la charité trompeuse des compagnies de tabac, amenant le gouvernement à retirer les logos de BAT, PMI et JTI du site web du Fonds.

En **Birmanie**, bien que les activités de RSE parrainées par l'IT soient interdites,⁷² l'industrie a alloué des fonds au gouvernement pendant la pandémie. En mars 2020,

l'Association des producteurs de cheroot traditionnel de la Birmanie a fait un don de 25 000 dollars au Comité central national pour la prévention, le contrôle et le traitement de la maladie à coronavirus (COVID-19), reçu par le ministre de la Santé.⁷³

Aux **Philippines**, conformément au mémorandum circulaire conjoint entre la Commission de la fonction publique (CSC en anglais) et le Département de la Santé (DOH en anglais), qui interdit aux agences gouvernementales d'accepter des dons de la part de l'IT, le DOH a refusé le don de 30 ventilateurs commandités par Philip Morris Fortune Tobacco Corporation (PMFTC), une filiale de PMI, qui faisait partie d'un don plus important de 400 ventilateurs d'une fondation de Singapour. Face à cela, les ventilateurs ont été redirigés vers des hôpitaux privés.⁷⁴ Les législateurs pro-industrie ont critiqué le refus du DOH de distribuer ces ventilateurs aux hôpitaux publics.⁷⁵ En mars, le DOH a publié le mémorandum ministériel n° 2020-0156 qui réitérait les directives du mémorandum conjoint entre la CSC et le DOH, rappelant à tout le personnel du DOH qu'aucun don ou subvention ne pouvait être accepté de la part de l'IT. Elle a également exigé de tous les donateurs qu'ils soumettent une déclaration d'intérêts, une exigence administrative pour tout don et partenariat.

La directive de 2014 du **Népal** sur le contrôle et la réglementation des produits du tabac interdit aux fabricants de tabac et à leurs partenaires d'offrir quelque aide financière, technique, matérielle ou structurelle que ce soit pour des séminaires éducatifs, des discours religieux, des théâtres, ou des centres de santé gérés par le gouvernement, le secteur non gouvernemental ou le secteur privé. En avril 2021, Surya Nepal, une filiale d'ITC Ltd et de BAT, devait signer un protocole d'entente de 50 millions de roupies avec la société d'État Kathmandu Institute of Child Health en vue de la construction d'un hôpital pour enfants. Suite aux protestations des

organisations de la société civile locale contre cette commandite provenant d'une entreprise de tabac, l'hôpital a refusé l'argent.⁷⁶

Au **Guatemala** et au **Liban**, l'IT a rencontré des ministres et a proposé de rapatrier les citoyens bloqués à l'étranger à cause de la pandémie. Au **Guatemala**, un mois après sa fermeture en avril 2020, PMI a offert une contribution au Ministère des Affaires étrangères pour venir en aide à 36 citoyens bloqués en République dominicaine en raison de la pandémie.⁷⁷ Au **Liban**, la Régie libanaise des Tabacs et Tombacs, gérée par l'État, a rencontré les ministres de la Santé et des Finances et a proposé de faire don d'un million de dollars américains pour assurer le retour des étudiants libanais de l'étranger. Cette somme permettait également d'acheter des ventilateurs pour les patients de la COVID-19. Le don a été accepté à l'occasion d'une réunion du Cabinet en mars 2020, que la Régie a rendue publique.⁷⁸

En **Pologne**, Philip Morris Polska a fait don de matériel médical et d'EPI aux hôpitaux et l'Office d'enregistrement des médicaments, des dispositifs médicaux et des biocides a approuvé sa proposition de convertir une partie de son usine de cigarettes de Cracovie pour produire du désinfectant et en faire don aux établissements de santé.⁷⁹ En **Allemagne**, l'autorité sanitaire de Berlin a accepté l'offre de PMI d'utiliser son usine de cigarettes comme centre logistique de réponse à la COVID-19.⁸⁰

En **Chine**, l'entreprise nationale d'État de tabac a fait don d'environ 456 millions de yuans pour des activités de RSE liées à la COVID-19, a renforcé sa position en tant que «pilier de l'économie»⁸¹ et a continué à développer des activités caritatives sans lien avec la COVID-19 mais très médiatisées, en particulier dans les domaines de l'éducation,⁸² de la réduction de la pauvreté,⁸³ de la gestion des catastrophes,⁸⁴ et a soutenu la construction de salons-fumeurs qui offrent un «cadre civilisé aux fumeurs».⁸⁵ Il convient de noter que la Chine n'a pas de politique nationale d'environnements 100 % sans fumée, comme le recommande la CCLAT de l'OMS.

D'autres activités de RSE sans lien avec la pandémie ont été menées par l'IT avec le soutien des gouvernements. PMI,⁸⁶ BAT⁸⁷ et JTI⁸⁸ ont lancé des campagnes de sensibilisation du public sur les déchets de mégots de cigarettes, avec le parrainage du Ministère de la transition écologique d'**Italie**.

L'**Égypte** n'a toujours pas interdit les commandites de l'IT dans le sport, et le Ministre de la Jeunesse et des Sports a approuvé qu'Eastern Company parraine le Championnat international d'échecs Golden Cleopatra 2021, exposant ainsi les jeunes amateurs d'échecs aux marques de tabac et aux messages de l'IT.⁸⁹

Les activités de RSE ont atteint un niveau sans précédent en **Indonésie**, un pays qui n'est pas partie à la CCLAT de l'OMS, avec la cérémonie d'ouverture du chantier de l'aéroport international de Kediri, parrainée par Gudang Garam, la plus grande entreprise locale de tabac, une infrastructure qui fait partie du plan stratégique national du gouvernement dans le district de Kediri, à l'est de Java.⁹⁰

Le don de chèques à la police ou aux forces armées n'est pas une pratique courante, mais l'IT a réussi à utiliser la pandémie comme excuse et à déguiser ce type d'action caritative en activités de RSE. Au-delà des dons d'EPI et de désinfectants pour les mains, les initiatives caritatives de l'IT incluent également des ambulances et des véhicules motorisés, offertes avec l'approbation des commandants de l'armée et de la police et promues dans les médias traditionnels et sur les réseaux sociaux. Ce phénomène a été observé dans des pays tels que le **Brésil** (une ambulance de Souza Cruz/BAT),⁹¹ la **Chine** (18 ambulances commanditées par Shanghai Tobacco Group Corp, et huit ambulances offertes par Chongqing Tobacco Monopoly Bureau),⁹² ⁹³ l'**Italie** (35 voitures de BAT depuis 2015),⁹⁴ et les **Philippines** (deux ambulances de PMFTC).⁹⁵

Loren Legarda, représentante au Congrès des **Philippines**, a affirmé que les messages sur le rôle de l'industrie du tabac pendant la pandémie tendaient à être mensongers, notant que les fabricants de tabac se sont présentés «comme des développeurs de vaccins et des donateurs d'EPI, mais qu'en réalité ils cherchaient à obtenir des privilèges fiscaux et soustraire leurs chaînes d'approvisionnement des règles de quarantaine».⁹⁶

03

**L'industrie du tabac
a bénéficié de
mesures incitatives
qui ont profité à ses
activités**

L'article 5.3 invite les pays à ne pas offrir un traitement préférentiel à l'IT, et plusieurs pays ont démontré que cela était possible. Malgré les fermetures causées par la pandémie, le confinement social, la souffrance humaine et la récession économique, l'IT a prospéré dans la plupart des pays.

L'IT a bénéficié de plusieurs exonérations fiscales et, ayant été autorisées pendant la pandémie, la production, la distribution et la vente de tabac n'ont pas été perturbées. On a même permis à certaines entreprises d'homologuer, mettre sur le marché et promouvoir de nouveaux produits du tabac. Bien que quelques pays aient imposé l'arrêt temporaire de la production de tabac, le lobbying intense de l'industrie ou de ses représentants a souvent permis de renverser cette décision.

EXONÉRATIONS FISCALES POUR L'INDUSTRIE

Selon les données recueillies, dans plusieurs pays où il a été rapporté que l'IT a réalisé des contributions au chapitre de la RSE, l'industrie aurait également obtenu les exonérations fiscales qu'elle convoitait. Dans plusieurs pays, les exemptions fiscales prennent différentes formes, dont le report des échéanciers d'augmentation des taxes, l'exonération ou la réduction de taxes, la diminution des taux d'imposition pour les nouveaux produits ou l'octroi de délais plus généreux pour acquitter les paiements (voir l'annexe A).

En **Malaisie**, au **Pakistan**, en **Tanzanie** et en **Zambie**, où de fortes activités de RSE ont été signalées, aucune augmentation des taxes sur le tabac n'a eu lieu en 2020. Au **Pakistan**, où le prix des cigarettes est faible par rapport à d'autres pays et où il n'existe pas de taxe d'accise fédérale sur le tabac,⁹⁷ la taxe anticipée à l'endroit des cultivateurs de tabac a été supprimée, avec pour effet de contribuer à la hausse des exportations de tabac.^{98,99}

Tandis que dans les pays suivants on a assisté à une augmentation des activités de RSE au cours de la période étudiée, des preuves additionnelles ont révélé que la **Birmanie**¹⁰⁰ a accordé des exonérations fiscales sur les cheroots, les cigares et le tabac brut dans les cas où les coûts de production annuels ne dépassent pas 12 000 dollars américains. Le **Cambodge**^{101,102} a continué de suspendre les taxes à l'exportation sous le seuil des 3 000 tonnes de feuilles de tabac exportées au Vietnam

par année.¹⁰³ La **République dominicaine**¹⁰⁴ a éliminé les taxes sur le tabac produit localement.¹⁰⁵

En **Argentine**, la réforme fiscale a conduit à une réduction du taux de taxation des cigarettes de 75 % à 70 %.¹⁰⁶ En **Norvège**, les taux d'imposition réels (ajustés à l'inflation) sur les produits du tabac sont restés pratiquement inchangés depuis 2011,¹⁰⁷ mais en 2020, le gouvernement a décidé de réduire les taxes sur les snus de 25 % à compter du 1er janvier 2021.¹⁰⁸

Des taux de taxation réduits sur les PTC ont également été appliqués dans plusieurs pays. En **République tchèque**¹⁰⁹ et en **Italie**, les PTC n'étaient taxés qu'à un quart du taux appliqué aux cigarettes traditionnelles. En **Pologne**, la taxe d'accise minimale pour un paquet de 20 cigarettes est d'environ 9,09 PLN, tandis que pour les PTC, elle est d'environ 1,80 PLN (20 %).¹¹⁰

En **Allemagne**, l'exonération fiscale sur les produits du tabac génère des bénéfices que les fabricants offrent à leurs employés sous forme de prestations en nature, équivalant à 5 millions d'euros en 2020 (5,65 millions de dollars américains).¹¹¹ La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) prélevée sur les produits de consommation est exonérée pour le tabac au **Guatemala** et au **Costa Rica**. Le Costa Rica perd environ 5 millions de dollars par année en se privant de la TVA.

Il faut toutefois souligner que certains gouvernements ont agi dans l'intérêt de la santé publique et ont traité les SÉAN et les PTC comme des produits du tabac, leur appliquant les mêmes taux. En juin 2020, l'Institut national de la santé de l'Italie a rejeté la demande de PMI de classer son PTC IQOS comme moins risqué que la cigarette.¹¹²

DES PRODUITS NOCIFS CONSIDÉRÉS «ESSENTIELS» PENDANT LA PANDÉMIE

Suite aux pressions exercées par l'IT sur certaines agences gouvernementales pour qu'elles considèrent les cigarettes comme des produits «essentiels», ces agences ont souvent été portées à agir au nom de l'industrie du

tabac pour promouvoir ses intérêts. Au **Bangladesh**, le Ministère de l'Industrie a accordé des permis spéciaux aux entreprises BAT et JTI en avril 2020 pour qu'elles puissent continuer à acheter des feuilles, à fabriquer, à fournir et à distribuer des produits finis du tabac en plein contexte de confinement national total dû à la COVID-19.^{113,114} Le Ministère de la Santé et du Bien-être familial a demandé de retirer ces permis spéciaux¹¹⁵ mais la requête a très vite été rejetée.¹¹⁶ Au **Botswana**, la vente et l'importation de cigarettes ont été interdites pendant le confinement d'avril 2020, mais l'interdiction a été révoquée suite au lobbying de l'IT.¹¹⁷

Le gouvernement de **Jordanie** a estimé que les produits du tabac étaient essentiels et a autorisé les distributeurs et les détaillants à ouvrir leurs portes dès le premier assouplissement des mesures de confinement de la pandémie.¹¹⁸

La **Nouvelle-Zélande** a désigné une fabrique de tabac comme «entreprise essentielle» et l'a autorisée à poursuivre ses activités pendant le confinement de la COVID-19.¹¹⁹ L'Association des producteurs de tabac du **Brésil**, AFUBRA, a fait pression sur les autorités municipales pour qu'elles autorisent la production de cigarettes. En juin 2020, le maire de la ville de Venâncio Aires, où sont implantées six usines de tabac, a autorisé celles-ci à fonctionner à pleine capacité.¹²⁰

Le Ministère du Commerce et de l'Industrie du **Soudan**¹²¹ a établi que les cigarettes étaient des produits essentiels, tout comme le vice-ministre du Commerce intérieur de **Malaisie** qui a déclaré que les cigarettes pouvaient être vendues pendant le confinement du fait qu'elles étaient «essentiels pour les accros du tabac».¹²² La ville de **New York** a également déterminé que le tabac et les cigarettes électroniques étaient «essentiels» pendant la pandémie.¹²³

Les cigarettes ont été initialement incluses dans la liste des produits «essentiels» au **Kenya** en avril 2020,¹²⁴ ce qui a même amené BAT à promouvoir à nouveau ses marques de cigarettes.¹²⁵ Mais par l'entremise d'un numéro spécial de la Gazette officielle du Kenya publié en mars 2021,¹²⁶ le gouvernement a retiré les produits du tabac de sa liste de produits essentiels.

En **Irak**, le Ministère du Commerce a inclus des cigarettes Somar produites localement dans les paniers de nourriture distribués gratuitement aux familles pauvres dans le cadre de son programme d'aide.¹²⁷

APPROBATION DE NOUVEAUX PRODUITS DU TABAC PENDANT LA PANDÉMIE

BAT a enregistré son produit oral en sachet à base de nicotine, Lyft, auprès du Pharmacy and Poisons Board du **Kenya**, le classant comme un médicament pour éviter que Lyft ne soit considéré comme un produit du tabac.¹²⁸ Toutefois, grâce aux interventions des organisations militantes de lutte antitabac, le gouvernement a reclassé Lyft en avril 2021 pour qu'il soit réglementé comme un produit du tabac.¹²⁹

PMI a commencé à vendre IQOS au **Liban** en février 2020. En **Égypte**, la transnationale a annoncé qu'elle travaillait avec les régulateurs pour obtenir l'approbation de sa vente pendant que le Ministère des Finances s'affairait à fixer le taux d'imposition des PTC.^{130,131} BAT a lancé son PTC Glo en **Espagne** en 2020.

AUTRES AVANTAGES ACCORDÉS À L'INDUSTRIE DU TABAC

Bien qu'il ne s'agisse pas d'un avantage direct conféré à l'industrie, celle-ci a bénéficié du fait qu'elle ne payait pas ce qui était censé être dû aux agriculteurs.

Le gouvernement de l'**Ouganda** a demandé un budget supplémentaire d'environ 11,2 milliards d'UGX (3,08 millions de dollars américains) pour indemniser les producteurs de tabac après que l'industrie ait refusé de les payer malgré les contrats signés.¹³² Bien qu'il ne s'agisse pas d'un avantage direct accordé à l'industrie, celle-ci a bénéficié de la situation en ne payant pas ce qu'elle était tenue de verser aux cultivateurs.

L'IT a reçu tout un aval au **Mozambique** lorsque le Président a annoncé que, d'ici février 2020, la Chine importerait 60 000 tonnes de tabac produit au Mozambique et qu'il fallait accélérer la production.¹³³

Les gouvernements ont repoussé le calendrier de mise en œuvre des avertissements sanitaires graphiques en **Éthiopie**¹³⁴ et en **Bolivie**¹³⁵, tandis qu'en **Géorgie**¹³⁶ et en **Turquie**¹³⁷, la politique des emballages neutres a été reportée.

04

**Des interactions
indues se sont
produites entre les
gouvernements et
l'industrie**

Les restrictions imposées par la pandémie de COVID-19 ont limité les réunions et les événements publics en 2020; toutefois, l'IT a été en mesure de renforcer ses relations avec des fonctionnaires et des politiciens de haut niveau et de recevoir leur soutien (voir Figure 3).

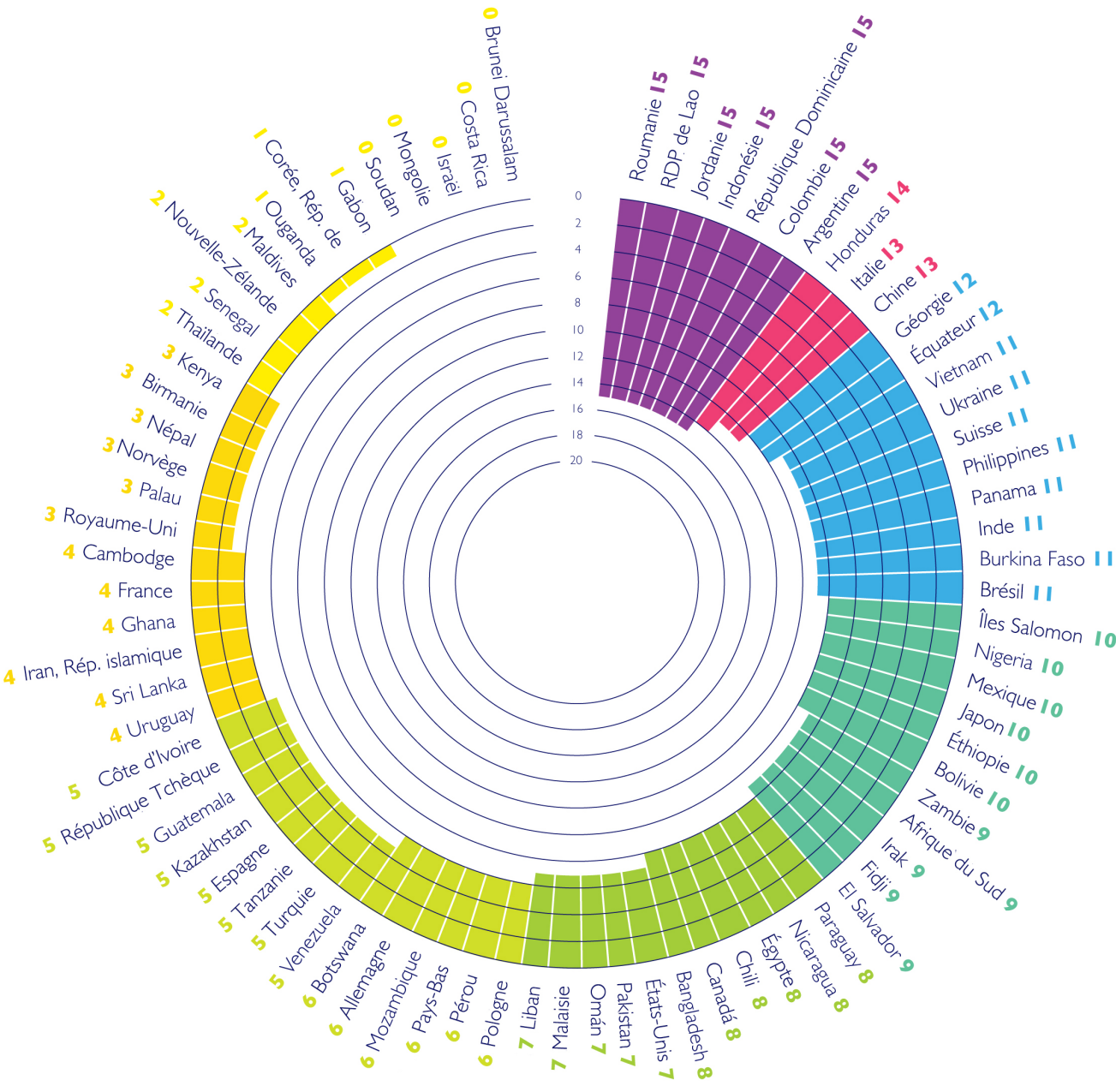
Dans plusieurs pays, l'IT a obtenu des rencontres en tête-à-tête avec des chefs d'État ou des membres de leurs cabinets, des ministres ou d'autres hauts fonctionnaires afin de pouvoir les convaincre de soutenir ses activités, par exemple lors de cérémonies d'inauguration ou de visites d'usines (voir tableau 1). Par exemple en **Allemagne**, le Premier ministre de Saxe a endossé PMI en tant que «partenaire commercial» lors d'une visite de l'usine, publiant des photos de sa tournée sur ses comptes officiels Facebook¹³⁸ et Twitter¹³⁹.

Lorsque les médias en parlent, ces visites apportent un capital de soutien supplémentaire aux entreprises, avec la conséquence de nuire à la compréhension du public des enjeux sur les produits du tabac, dont leur nocivité et le fait qu'ils sont réglementés. On peut considérer ces visites comme des interactions indues. Tant et aussi longtemps qu'il n'existe pas de politique claire qui balise les interactions du gouvernement avec l'IT et les limite uniquement «à ce qui est strictement nécessaire à la réglementation», les représentants du gouvernement continueront à participer aux événements commandités par l'IT et à apparaître publiquement à ses côtés.

TABLEAU 1: LE SOUTIEN DE FONCTIONNAIRES AUX AFFAIRES DES ENTREPRISES DE TABAC

PAYS	FONCTIONNAIRE	VISITES
Brésil	Gouverneur du Rio Grande do Sul	Visite de l'usine de PMI ¹⁴⁰
Fidji	Procureur général	Inauguration de la nouvelle usine de BAT ¹⁴¹
Allemagne	Premier ministre de Basse-Saxe Premier ministre de Saxe	Visite de la fabrique de tabac de Reemtsma ¹⁴² Visite du centre logistique de PMI, le jour de son ouverture ¹⁴³
Kenya	Autorité nationale de gestion de l'environnement	Visite du siège de BAT à Nairobi à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement 2020 ¹⁴⁴
Zambie	Ministre intérimaire du commerce et de l'industrie Ancien président	Visite de l'usine BAT à Lusaka ¹⁴⁵ Visite de l'installation de JTI à Chipata ¹⁴⁶

Figure 3: Les gouvernements ont des interactions non nécessaires avec l'industrie du tabac



Plus le score est faible, meilleur est le classement



Au **Pakistan**, deux fonctionnaires du bureau du Premier ministre ont participé au lancement des activités de la compagnie Pakistan Tobacco Company, filiale de BAT, lors d'une cérémonie d'inauguration intitulée «Made in Pakistan». Dans leurs interventions, ils ont souligné que cette initiative d'exportation répondait à l'ambition du Premier ministre de «faire du Pakistan un pays accueillant pour les affaires». Au cours de cet événement, le nouveau produit du tabac de BAT, le Velo, a été lancé.¹⁴⁷

Au **Nicaragua**, l'interaction non nécessaire avec l'IT a été présentée par les autorités municipales comme un moyen de stimuler le tourisme. Le festival du cigare d'Esteli a été organisé en collaboration avec le gouvernement local¹⁴⁸ qui a justifié l'interaction par des fins de commercialisation des cigares et pour promouvoir la ville en tant que destination touristique pour les amateurs de cigare.

En **Pologne**, avec la présence de Philip Morris Polska (PMP) en tant que partenaire et panéliste, l'Association des dirigeants de services aux entreprises a organisé un forum in situ et virtuel intitulé «Les crises stimulent les investissements» lors duquel le Premier ministre et le Vice-premier ministre ont pris la parole. La participation de PMP à ce forum de discussion sur la reprise économique après la crise a permis de rehausser son profil sur le marché et d'établir des contacts.¹⁴⁹

L'IT COLLABORE AVEC LES GOUVERNEMENTS GRÂCE À DES ENTENTES ET DES PROGRAMMES DE FORMATION

Les lignes directrices de l'article 5.3 indiquent clairement que les interactions avec l'IT doivent être limitées à ce qui est strictement nécessaire. Cependant, l'IT collabore avec les gouvernements grâce à des ententes, des programmes de formation et des activités de surveillance de la loi, ce qui, dans les faits, favorise les interactions, lesquelles durent parfois plusieurs années. La stratégie ciblée de l'industrie a été de conclure des ententes avec des départements spécifiques traitant du commerce illicite, lui permettant ainsi de collaborer avec les agences impliquées dans l'élaboration des politiques fiscales, telles que les départements des douanes ou du commerce, et dans leur application, telle que la police.

Le tableau 2 présente les ententes que l'IT a conclues avec des pays qui sont tous parties à la CCLAT. Cependant, nombre d'entre eux n'ont pas ratifié le Protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac (PCI).¹⁵⁰ Les parties à la CCLAT, même si elles ne sont pas parties au PCI, ont des obligations en vertu de l'article 5.3 et doivent suspendre toute entente avec l'IT. En 2020, l'**Égypte** et les **Pays-Bas** ont ratifié le PCI.



La dernière édition de l'index met à jour et élargit la portée d'un important outil qui permet d'accélérer la mise en œuvre de la CCLAT de l'OMS. Il est essentiel de transposer l'article 5.3 et ses lignes directrices au sein des législations et codes nationaux, et cela est plus urgent que jamais vu la rhétorique de «rédemption» fallacieuse de l'industrie du tabac au cours des dernières années. L'industrie propose des solutions à un problème qu'elle a elle-même créé, et nous devons revenir à l'essentiel en mettant fin à toute ingérence de l'industrie au sein des politiques de santé publique



Dr Douglas W. Bettcher, conseiller principal, Bureau du directeur général, Organisation mondiale de la santé

TABLEAU 2: ENTENTES, PROGRAMMES DE FORMATION ET APPLICATION DE LA LOI IMPLIQUANT L'INDUSTRIE DU TABAC

PARTIES DU CMCT	PCI	ACCORDS/ FORMATIONS/ APPLICATION DE LA LOI
1. Colombie	Signé en 2013, non ratifié	Entente de la Fédération nationale des départements avec PMI pour lutter contre le commerce illicite (500 000 dollars). ¹⁵¹
2. Égypte	Partie depuis septembre 2020	PMI a développé une formation sur le commerce illicite pour les fonctionnaires de l'autorité douanière égyptienne. ¹⁵²
3. Éthiopie	Non-Partie	Protocole d'entente pour lutter contre le commerce illicite entre JTI/National Tobacco Company et la Commission des douanes, sous l'autorité du Ministère des Finances. ¹⁵³
4. Italie	Non-partie	L'entente avec BAT(2015-2021) prévoit le don de 35 véhicules et vise à lutter contre le commerce illicite. ¹⁵⁴
5. Pays-Bas	Partie depuis juillet 2020	Protocole d'accord avec les douanes néerlandaises axé sur la lutte contre la fraude et la contrebande. ¹⁵⁵
6. Pérou	Non-Partie	Le Ministère de la Production a convoqué un groupe de travail contre le commerce illicite composé de fonctionnaires (SUNAT, Ministère public, Police nationale, INDECOPI) et du Comité sur le tabac de la Société nationale de l'industrie. ¹⁵⁶
7. Philippines	Non-partie	Le Service de sécurité et de surveillance du Bureau des douanes a détruit des cigarettes de contrebande, avec l'assistance de JTI en tant que témoin. ¹⁵⁷
8. Roumanie	Non-partie	Partenariat de JTI avec les douanes et la police depuis 2013 et renouvelé chaque année. ¹⁵⁸
9. Afrique du Sud	Signé en 2013, non ratifié	Collaboration de BATSA avec la police et les services fiscaux sud-africains pour lutter contre le commerce illicite du tabac. ¹⁵⁹

Les pays qui ont établi des partenariats avec l'IT sur le commerce illicite sont susceptibles d'être dissuadés de ratifier le PCI. La tentative du **Salvador** de ratifier le protocole en juillet 2018 a été contrecarrée après que BAT soit intervenu par le biais du Ministère des Affaires étrangères et ait déclaré qu'«il est prématuré de croire que cette ratification représente la solution au problème actuel du commerce illicite du tabac au Salvador.»¹⁶⁰ L'alternative de BAT et PMI a été de mener un programme de sensibilisation en 2020 sur

«l'impact de la contrebande avant et après la COVID» avec la participation du bureau du procureur général, du Département des douanes et de l'ONUDC.¹⁶¹ En **Malaisie**, JTI a offert neuf voitures et deux motos à l'inspecteur général de la police pour surveiller le commerce illicite, avec le soutien de l'ambassadeur du Japon en Malaisie.¹⁶²

LES COMPAGNIES DE TABAC RENFORCENT LEUR IMAGE LORSQU'ELLES REÇOIVENT DES RÉCOMPENSES

La remise de prix aux fabricants de tabac par de hauts responsables gouvernementaux est une autre action qui porte atteinte aux directives de l'article 5.3. Ces récompenses anodines, régulièrement reçues par l'IT,

renforcent leur réputation d'entreprises citoyennes exemplaires. (Tableau 3).

Aux **Philippines**, par le biais de son programme caritatif, PMFTC a fait don en mars de deux ambulances à l'armée pour son rôle de première ligne dans la gestion de la pandémie¹⁷¹ et, en juillet, le chef de l'armée a remis à PMFTC le prix des partenaires.

TABLEAU 3: RÉCOMPENSES GOUVERNEMENTALES ACCORDÉES AUX COMPAGNIES DE TABAC

PAYS	FONCTIONNAIRE/ DÉPARTEMENT	RÉCOMPENSE	COMPAGNIE
Bangladesh	Ministre des finances/ Président du Conseil national des finances	Certificat d'appréciation – remis aux entreprises qui paient le plus d'impôts ¹⁶³	BAT
Égypte	Ministre des finances	Certificat d'appréciation pour respecter les échéances de paiement des taxes ¹⁶⁴	Philip Morris Misr
Corée	Ministère du genre, de l'égalité et de la famille	Prix du Premier ministre pour «Entreprise bienfaitrice envers la famille» ¹⁶⁵	KT&G
	Ministère de la justice	Prix présidentiel pour «Contribution à l'ordre public» ¹⁶⁶	KT&G
Philippines	Forces armées des Philippines	Prix des partenaires de RSE - Projet Embrace ¹⁶⁷	Philip Morris Fortune Tobacco Corp
	Forces armées des Philippines	Prix Kapayapaan pour les partenaires de RSE - Projet Embrace ¹⁶⁸	Philip Morris Fortune Tobacco Corp
Turquie	Ministre du commerce	«Augmentation des investissements», «Augmentation de la production» ^{169, 170}	Philip Morris Sabanci

05

**La transparence
et la reddition de
comptes se sont
détériorées**

C'était un grand défi d'évaluer la transparence du gouvernement pendant les confinements dûs à la COVID-19. Les réunions de visu sont passées à un format principalement virtuel, perdant en visibilité. Il y a toutefois eu des réunions en face à face avec l'IT, avec un déficit de transparence (voir figure 4).

Les militants de la lutte antitabac ont dû s'en remettre au droit d'accès à l'information pour découvrir les réunions non déclarées entre les gouvernements et l'IT. En 2020, ce n'est que grâce à des demandes d'informations de parlementaires qu'il a été possible de découvrir qu'au moins cinq réunions ont eu lieu en **Allemagne** entre l'IT et des hauts fonctionnaires du gouvernement.^{172, 173} De même, en **Ukraine**, la loi sur l'accès à l'information publique¹⁷⁴ a permis d'obtenir des détails des réunions gouvernementales réalisées, dont les protocoles de fonctionnement, les ordres du jour et les listes de participants. En **Argentine**, bien qu'il existe un site web gouvernemental où les réunions avec l'IT sont répertoriées, toutes n'ont pas été déclarées.^{175, 176}

Au **Bangladesh**, le Conseil national des finances a organisé une consultation pré-budgétaire avec diverses industries, en particulier avec l'Association des fabricants de cigarettes du Bangladesh, qui a proposé de ne pas augmenter les impôts et les taxes au cours du prochain exercice fiscal.¹⁷⁷

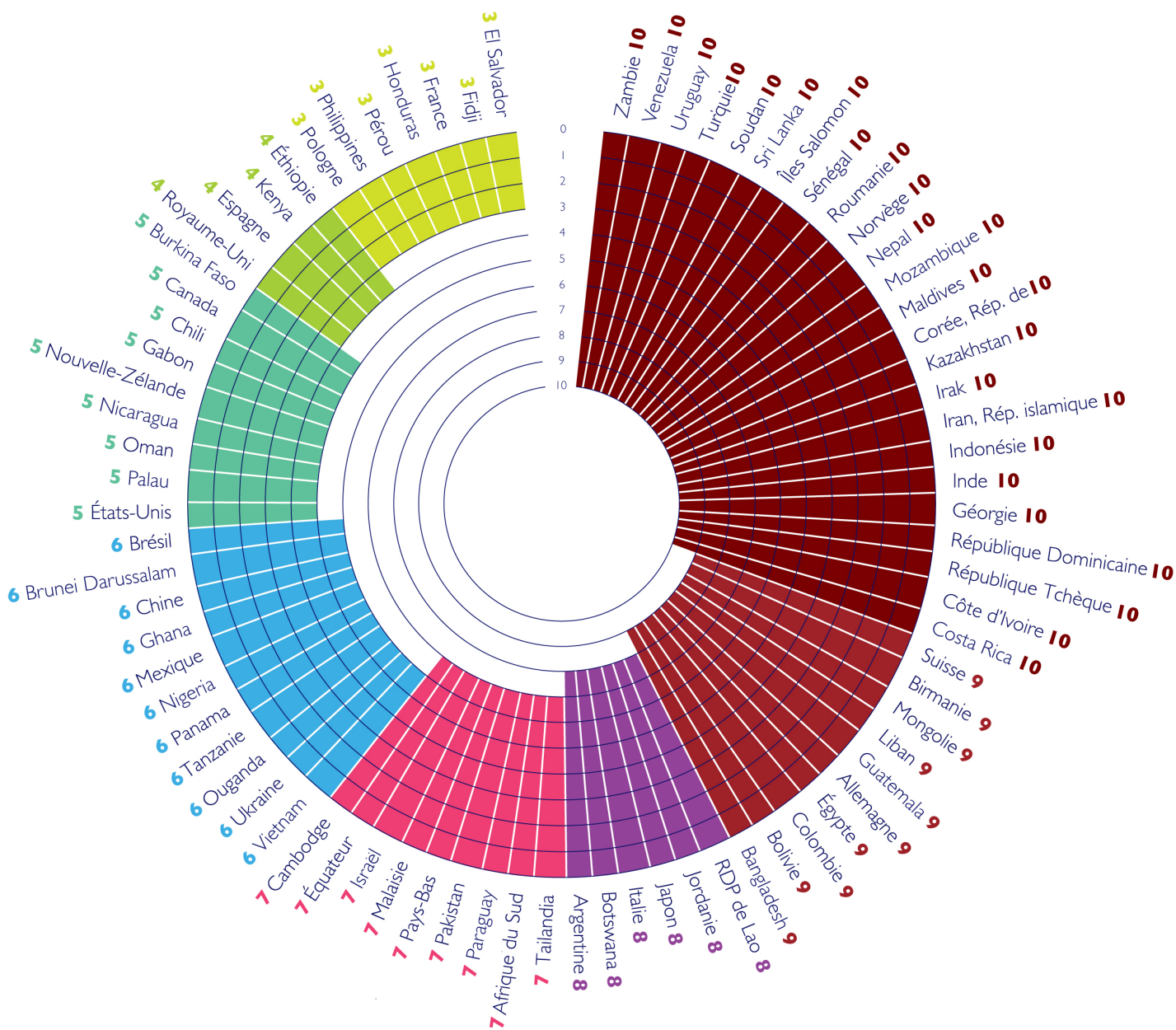
En **République dominicaine**, le Président a tenu une réunion à huis clos avec des représentants de l'IT et des hauts fonctionnaires du gouvernement. Au cours de la discussion, le Président a déclaré que le gouvernement s'engageait à protéger l'IT et à faciliter la participation d'un comité de producteurs de tabac aux activités de promotion de l'industrie.¹⁷⁸

La loi du **Nigeria** sur la lutte antitabac stipule que toutes les réunions impliquant le gouvernement et l'industrie

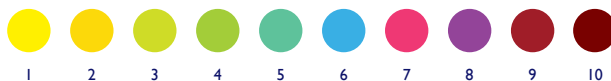
doivent être menées de manière transparente et que l'information détaillée les concernant doit être mis à la disposition du public (section 25). Le Règlement national sur le contrôle du tabac de 2019 prévoit la transparence et la reddition de comptes dans les relations du gouvernement avec l'IT. Mais on sait que les fonctionnaires des gouvernements fédéral et des États ont tenu des réunions et interagi avec l'IT, et qu'en ne divulguant pas les détails au public, ils n'ont pas appliqué et respecté les dispositions de la loi et ses règlements.

L'expérience de la **Nouvelle-Zélande** illustre clairement l'importance de la transparence et du registre des lobbyistes. La New Zealand Taxpayers' Union et la NZ Initiative, deux groupes de pression soutenus par l'IT, participent régulièrement au débat public et fait connaître leurs positions lors des consultations gouvernementales. Par le passé, ces deux groupes se sont opposés aux lois sur les emballages neutres, à l'augmentation des taxes sur le tabac et à la réglementation du vapotage.^{179, 180} Un autre cas est celui d'un ex-employé de BAT, devenu lobbyiste et relationniste, qui était payé pour attaquer anonymement quiconque proposait une politique allant à l'encontre des intérêts de ses clients dans les secteurs du tabac, du sucre et de l'alcool.¹⁸¹ L'affaire a été rendue publique lorsque trois experts de la santé et le Food and Grocery Council ont intenté une action en justice pour diffamation.¹⁸²

Figure 4: Manque de transparence



Plus le score est faible, meilleur est le classement



06

**Des fonctionnaires
ont été confrontés
à des situations de
conflit d'intérêts**

Les lignes directrices de l'article 5.3 recommandent que les fonctionnaires évitent les situations de conflit d'intérêts et que des règlements soient adoptés pour protéger les politiques de santé publique contre l'ingérence de l'IT. Dans de nombreux pays, les législateurs se sont rendus vulnérables à l'ingérence de l'industrie en acceptant ses dons politiques, en s'impliquant et faisant des affaires au sein de l'IT ou par le biais du phénomène des portes tournantes entre l'industrie et le gouvernement (voir tableau 4).

Le phénomène des portes tournantes, par lequel d'ex hauts fonctionnaires rejoignent des compagnies de tabac ou encore des cadres de l'industrie se voient offrir des postes gouvernementaux de haut niveau, permet à l'industrie d'exercer une influence indue sur les politiques de contrôle du tabac. Le tableau 4 donne quelques exemples de pays où l'on observe ce type de mobilité dans la carrière des anciens fonctionnaires et cadres de l'industrie.

Le décret 284/008 de l'**Uruguay** interdit toute forme de commandite des compagnies de tabac, y compris les dons.¹⁸³ Malgré cela, la plus grande compagnie de tabac d'Uruguay, Monte Paz, a contribué à hauteur de 13 000 dollars américains^{184, 185} à la campagne électorale du parti du président.

Un ancien président du **Paraguay** (2013-2018) est l'actionnaire majoritaire de Tabacalera del Este S.A. (TABESA), la plus grande compagnie de tabac du pays. Étant donné que TABESA est un contribuable majeur aux recettes fiscales paraguayennes¹⁸⁶ et que son propriétaire est non seulement un homme politique mais aussi l'un des hommes d'affaires les plus riches du pays, la société a une grande influence sur la définition de la politique fiscale.

Au **Royaume-Uni**, bien qu'il n'existe aucune législation interdisant spécifiquement à l'IT de faire des dons aux partis politiques, aux candidats ou aux campagnes, il existe des règles générales régissant les contributions politiques et leur divulgation. Les dons de plus de 7 500 livres sterling aux partis politiques nationaux doivent être déclarés.¹⁸⁷ Plusieurs politiciens, qui occupent des postes de haut niveau au sein du gouvernement, sont connus pour avoir reçu de l'argent

de l'IT.^{188, 189} Bien que ces dons soient autorisés, l'article 5.3 des directives stipule que «[l]es versements, dons et services, en espèces ou en nature, et le financement de travaux de recherche proposés par l'industrie du tabac à des institutions publiques, des responsables officiels ou des employés de l'État peuvent engendrer des conflits d'intérêts».¹⁹⁰

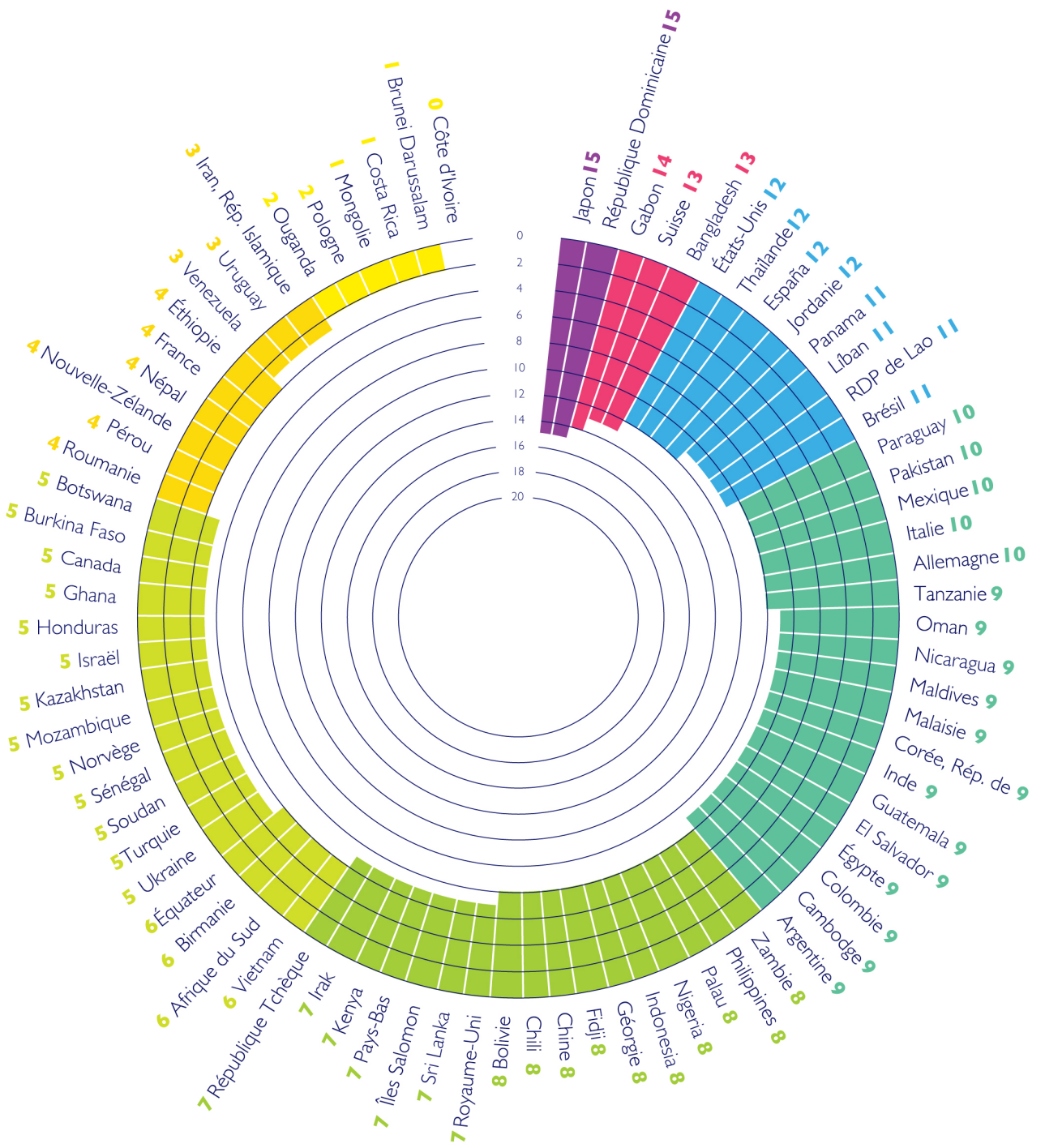
La loi d'**Ukraine** interdit toute forme de soutien financier ou autre de la part de l'IT à des événements, des activités, des individus ou des groupes, y compris les partis politiques ou la classe politique, les athlètes ou les équipes sportives, les artistes ou les collectifs d'artistes, et les institutions éducatives de toute nature, qu'elles soient publiques ou privées. La loi interdit également à l'IT de fournir un soutien financier aux campagnes ou événements éducatifs destinés au public, y compris les programmes de prévention du tabagisme chez les jeunes.¹⁹¹ La loi du **Nigeria** sur la lutte antitabac interdit le financement des partis politiques par l'IT,¹⁹² mais il est difficile de déterminer si cette interdiction est respectée faute de transparence dans le financement des partis politiques au Nigeria.

L'importance d'éloigner les législateurs de l'IT prend tout son sens au **Pakistan**, où un sénateur, également fabricant local de cigarettes, a distribué illégalement dans l'enceinte du parlement des paquets de cigarettes portant le monogramme du Sénat, sans avertissement sanitaire ou quelque autre exigence d'emballage requise par la loi.¹⁹³

TABLEAU 4: EXEMPLES DE PORTES TOURNANTES ENTRE DES RESPONSABLES GOUVERNEMENTAUX ET DES DIRIGEANTS DE L'INDUSTRIE

PAYS	GOVERNEMENT		INDUSTRIE
Argentine	Conseiller principal du cabinet des ministres du gouvernement de la ville de Buenos Aires (2016-2018); sous-secrétaire administratif du ministère de la Santé de Buenos Aires depuis 2018	←	Directeur de BAT (2009-2016) ¹⁹⁴
Chili	Ministre de l'économie ¹⁹⁵	→	Directeur de BAT ¹⁹⁶
Colombie	Ministre général adjoint des finances	←	Ancien directeur des affaires gouvernementales et des projets spéciaux, Coltabaco (PMI) ¹⁹⁷
	Ancien conseiller à la sécurité de la présidence	→	Vice-président des affaires juridiques et extérieures, BAT Colombie ¹⁹⁸
Fidji	Secrétaire permanent de l'agriculture ¹⁹⁹	←	Directeur général de BAT Fidji
Géorgie	Ministre adjoint, ministère de l'économie et du développement durable	←	Ancien directeur corporatif d'Imperial Tobacco en Géorgie et en Moldavie (2013-2016) ²⁰⁰
Guatemala	Secrétaire de la Coordination Exécutive de la Présidence, Conseiller de la Coordination nationale pour la Prévention des Catastrophes	→	Représentant de BAT aux réunions de la Commission de la santé ²⁰¹
Birmanie	Ancien fonctionnaire du Ministère des Affaires étrangères, (2015-2018)	→	BAT Birmanie, Directeur des Affaires étrangères (2020) ²⁰²
Nigeria	Ancien ambassadeur et ancien ministre des Affaires étrangères (2014-2015)	→	Président d'International Tobacco Company Plc ²⁰³
Paraguay	Ancien président (2013-2018)	↔	Tabacalera del Este S.A. (TABESA) ²⁰⁴

Figure 5: Le problème des conflits d'intérêts persiste



Plus le score est faible, meilleur est le classement



La **Suisse**, qui n'est pas partie à la CCLAT de l'OMS, autorise que les employés des compagnies de tabac soient élus membres de l'Assemblée fédérale sans quitter leur emploi. L'absence de règles empêchant la participation de l'IT à l'élaboration des politiques a conduit un membre élu du Conseil national depuis 2012, et également président salarié de la Communauté du commerce suisse en tabacs, à déclarer ouvertement qu'il s'engageait à soutenir un environnement commercial attrayant et à maintenir un faible taux d'imposition, et qu'il s'opposerait aux «lois inutiles»²⁰⁵

En 2020, l'IT aux **États-Unis** a dépensé plus de 28 millions de dollars en activités de lobbying, et environ quatre lobbyistes de l'IT sur cinq (78,7 %) étaient auparavant des employés du gouvernement.²⁰⁶

Comme l'indiquait l'Indice mondial d'ingérence de l'industrie du tabac en 2020,²⁰⁷ les entreprises d'État en **Chine**, en **Égypte**, en **Iran**, au **Japon**, au **Liban** et au **Vietnam** engendrent des situations de conflit d'intérêts dans le domaine de la lutte antitabac puisqu'elles sont traitées comme des entités gouvernementales plutôt que des entreprises de tabac. En outre, même lorsqu'elles deviennent des compagnies de tabac, comme China National Tobacco Corporation, Japan Tobacco Inc. et KT&G Corp, leurs dirigeants continuent d'entretenir des relations étroites avec les décideurs politiques ou d'exercer une influence sur les politiques nationales de contrôle du tabac.

Les gouvernements du **Bangladesh**, de l'**Inde** et de la **Malaisie** ont continué à détenir des actions dans des sociétés de tabac, et sont loin de suivre l'exemple du Fonds de pension du gouvernement de **Norvège** dont les directives éthiques l'a amené à cesser d'investir dans le secteur du tabac.²⁰⁸



Même pendant la pandémie de COVID-19, alors que la protection de la santé publique n'a jamais été aussi cruciale, l'industrie du tabac a continué à saper les politiques de lutte antitabac qui visent à sauver des vies. Elle a même capitalisé sur la pandémie pour tenter d'augmenter ses affaires et d'attirer de nouveaux consommateurs. Mais le présent rapport montre que certains pays prennent des mesures en dépit du comportement insidieux de l'industrie, indiquant ainsi aux autres gouvernements le type d'actions qu'ils peuvent mettre de l'avant pour protéger leurs citoyens des attaques de l'industrie.



Dr Kelly Henning, directrice du programme de santé publique, Bloomberg Philanthropies

07

**Les gouvernements
peuvent se
protéger de
l'ingérence de
l'industrie**

Les directives de l'article 5.3 proposent une série de mesures que les gouvernements peuvent prendre pour éviter que leurs politiques de lutte antitabac ne soient sapées par les intérêts commerciaux et autres de l'industrie du tabac. Malgré la pandémie, plusieurs gouvernements ont fait des progrès, adoptant des lois et des codes pour guider leurs actions (voir figure 6).

Le Ministère de la Santé et du Bien-être familial de l'**Inde** a adopté en juillet 2020 un code de conduite qui restreint la collaboration des fonctionnaires et du personnel du ministère avec les industries du tabac.²⁰⁹ Le code stipule que les fonctionnaires et les employés du ministère, de ses départements et de toutes les institutions sous sa juridiction ne doivent pas accepter, soutenir ou approuver directement ou indirectement des partenariats. Treize États indiens disposent déjà de politiques sous-nationales exigeant la divulgation des registres d'interactions avec l'industrie.

En mars 2021, le **Botswana** a publié sa loi de lutte antitabac²¹⁰ qui limite l'interaction entre le gouvernement et l'IT, les partenariats avec l'industrie, le soutien et les contributions de l'IT, ainsi que les incitations accordées à l'industrie.

Le Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports du **Cambodge** a interdit toute forme de partenariat entre les établissements d'enseignement et l'industrie du tabac à partir de février 2021.²¹¹ Cette réglementation a été adoptée en réaction à une exposition de photos parrainée par l'industrie du tabac au département des médias et de la communication de l'Université royale de Phnom Penh.²¹²

En réponse à l'augmentation des activités caritatives de RSE en lien avec la pandémie aux **Philippines**, le DOH a publié en mars 2020 le mémorandum ministériel n° 2020-0156²¹³ qui réaffirme le mémorandum conjoint entre le CSC et le DOH, rappelant à tous les

fonctionnaires qu'aucun don ou subvention ne pouvait être accepté de la part de l'IT, instaurant aussi une mesure administrative qui exige que tous les donateurs soumettent une déclaration d'intérêt.

Le rapport 2020 de la **Norvège** à la Conférence des Parties à la CCLAT de l'OMS a mis en évidence la politique claire du gouvernement pour toutes ses agences en regard de l'article 5.3. Les décideurs politiques du ministère ne se sont pas réunis avec l'industrie, tandis que le personnel administratif n'a rencontré l'industrie que lorsque cela était nécessaire à la réglementation.²¹⁴

EXIGER QUE L'INDUSTRIE DÉCLARE SES ACTIVITÉS DE MARKETING ET DE LOBBYING

Tandis que les fabricants de tabac remettent des dons de charité et des chèques symboliques souvent avec tambour et trompette, ils ne déclarent pas publiquement leurs dépenses de publicité, de marketing et de lobbying, à moins d'y être contraints. Peu de gouvernements exigent des compagnies de tabac qu'elles déclarent régulièrement ces dépenses.

Le décret sur la publicité de l'**Argentine** (n° 602/13) lié à la mise en œuvre de la loi nationale de lutte contre le tabagisme, oblige les fabricants et les importateurs de produits du tabac à rendre compte chaque année au Ministère national de la santé de toutes leurs activités publicitaires et promotionnelles. Cependant, Massalin Particulares (PMI Argentine) n'a pas soumis

le rapport requis sur la publicité en 2018 et 2019, et ne les a envoyés qu'en 2021 à la demande de la Fondation interaméricaine des maladies du cœur, section argentine.^{215,216}

Au **Chili**, les entreprises de tabac sont tenues de soumettre chaque année au Ministère de la Santé un rapport détaillé des dons effectués et des dépenses engagées dans le cadre de leurs ententes avec des institutions publiques, des organisations sportives et communautaires, des entités universitaires et culturelles et des organisations non gouvernementales.²¹⁷ Depuis 2019, l'IT en Thaïlande est tenue par la loi de fournir des informations, entre autres concernant sa production, ses dépenses de marketing et ses revenus.²¹⁸

La loi sur le contrôle du tabac en **Ouganda** (sixième étape de mise en œuvre) exige que l'IT soumette régulièrement des rapports sur sa production de tabac, ses parts de marché, ses revenus et ses autres activités telles que le lobbying.²¹⁹

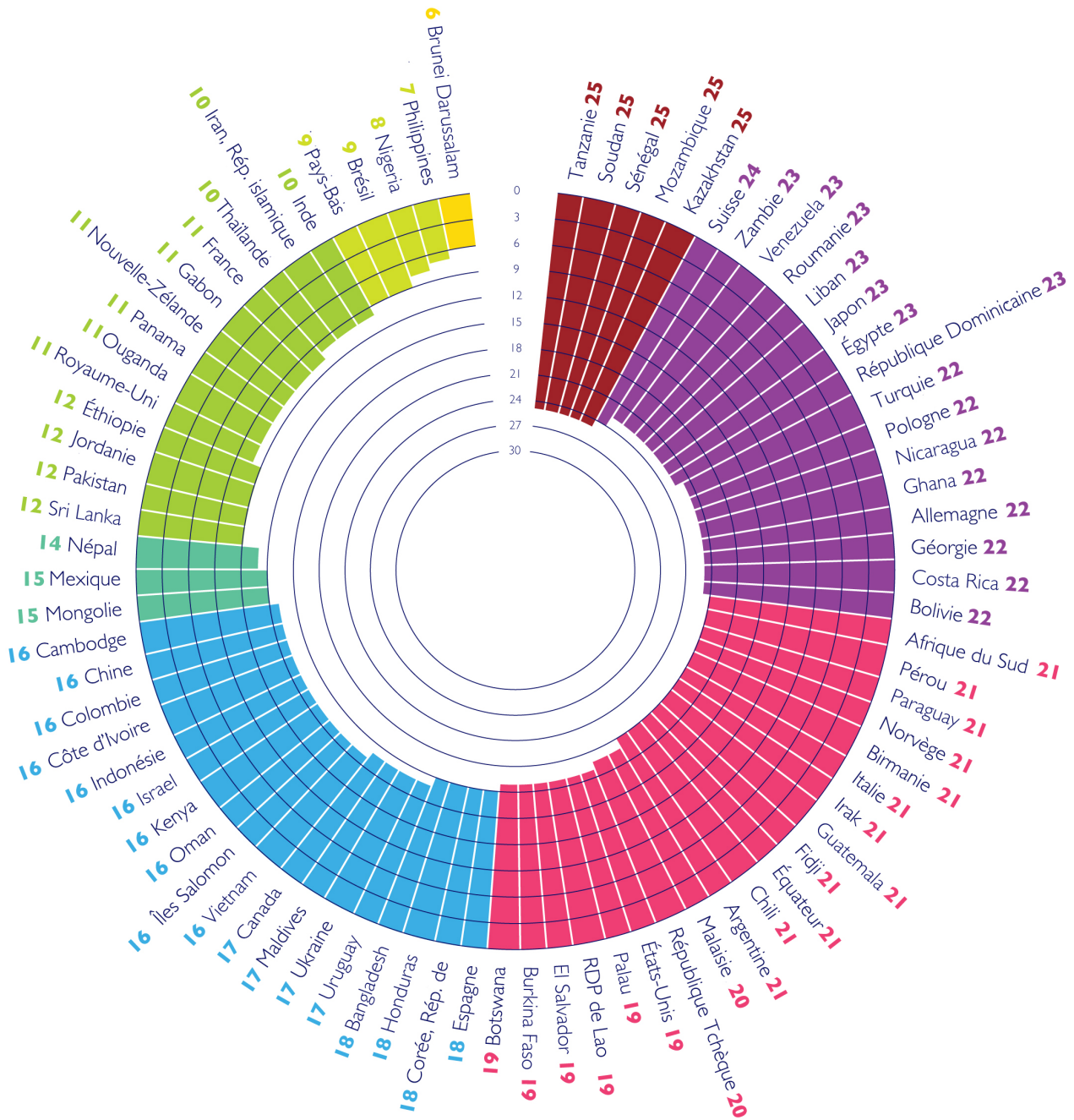
Le Ministère de la Santé de la **Nouvelle-Zélande** publie sur son site web les recettes annuelles du commerce du tabac qu'ont déclarées les fabricants et importateurs de tabac. La loi néo-zélandaise sur les entreprises exige que les revenus de l'industrie soient accessibles au public.²²⁰ Cependant, le gouvernement ne demande pas d'informations à l'industrie sur ses dépenses de marketing ou ses autres activités comme le lobbying, la philanthropie et les contributions politiques. D'une façon similaire, le décret de 2016 du **Gabon** limite les interactions avec l'IT pour lutter contre son ingérence dans la politique de santé, mais n'oblige pas l'IT à soumettre des informations sur ses dépenses de marketing, de lobbying et de philanthropie.²²¹

Le gouvernement des **Pays-Bas** a établi un protocole pour que les fonctionnaires limitent leurs contacts avec l'IT et ses représentants. En outre, tous les fonctionnaires et autres employés du secteur public sont tenus de se conformer au «Code de conduite en matière d'intégrité» du gouvernement néerlandais,²²² qui fait référence à l'article 5.3 et comprend un paragraphe visant spécifiquement les lobbyistes de l'IT.

Le protocole de Santé publique Angleterre (Public Health England -PHE) sur l'interaction avec les parties prenantes ayant des liens avec l'IT stipule que le contenu des réunions avec les parties prenantes sur les questions de politique du tabac doit être rapporté par écrit et que celles-ci doivent suivre un ordre du jour préparé à l'avance. Selon ce protocole, «les employés de PHE, en tant que fonctionnaire de l'État, ne devraient pas assister ou prendre la parole lors de conférences organisées en totalité ou principalement par l'IT ou par ceux qui y sont associés, sauf pour communiquer efficacement tout aspect du cadre réglementaire, conformément aux lignes directrices de la CCLAT sur l'article 5.3, recommandation 2.1.»²²³

Plusieurs pays ont souligné l'existence de lois nationales anti-corruption susceptibles d'être utilisées pour traiter les violations de l'IT. La **Chine** a appliqué sa loi dont les dispositions interdisent l'acceptation de fonds ou de cadeaux, et a pris des mesures à l'encontre d'un dirigeant du secteur du tabac pour l'avoir enfreint.²²⁴

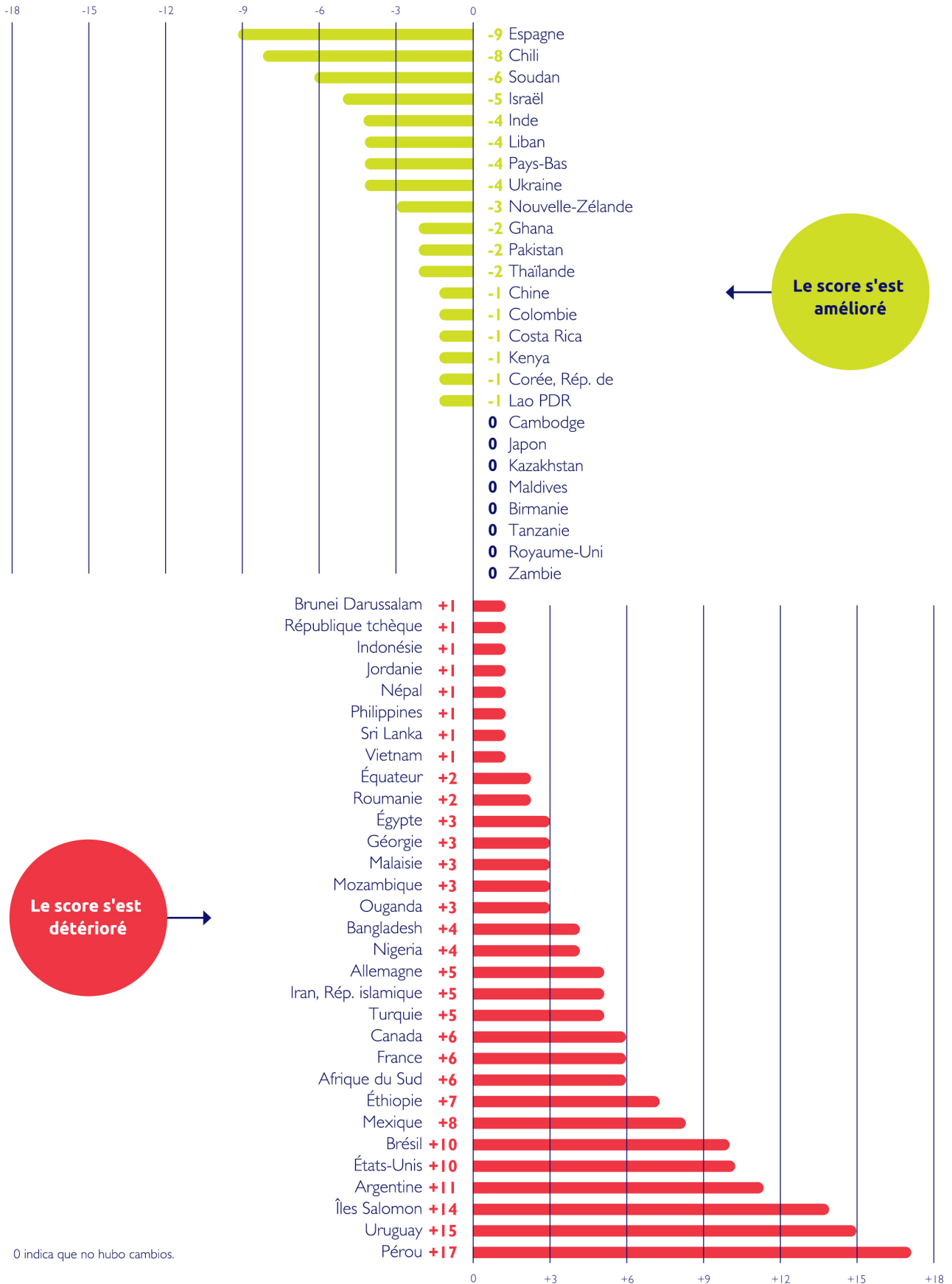
Figure 6: Les gouvernements qui ont agi et pris des mesures préventives pour se protéger



Plus le score est faible, meilleur est le classement



Figure 7: Comparaison de 57 pays de 2020 à 2021



LES PAYS QUI NE SONT PAS PARTIES À LA CCLAT DE L'OMS SONT À LA TRAÎNE PAR RAPPORT À CEUX QUI Y SONT PARTIES

Les cinq pays qui ne sont pas parties à la CCLAT de l'OMS,²²⁵ à savoir la **République dominicaine**, la **Suisse**, l'**Indonésie**, l'**Argentine** et les **États-Unis**, sont à la traîne par rapport aux États parties, car la forte ingérence de l'IT érode et déjoue leurs politiques de santé, notamment la lutte antitabac.

Ces pays n'ont pas mis en œuvre les mesures de base de lutte antitabac au niveau national, comme l'interdiction de la publicité et de la promotion du tabac, des commandites, ou la politique des lieux publics 100% sans fumée. Les niveaux de taxation du tabac sont aussi bien inférieurs au niveau optimal recommandé.

La lutte antitabac recule en République dominicaine, où l'industrie bénéficie d'une foule d'avantages, tels qu'une exonération fiscale, une loi antitabac obsolète et favorable à l'industrie, et où l'État se présente comme «un État du tabac».²²⁶ Le Plan national 2019 pour la réactivation du secteur du tabac inclut des mesures à long terme qui visent à empêcher toute nouvelle taxe sur le tabac produit localement.²²⁷

La **Suisse** maintient sa réputation de pays favorable au tabac et résiste à lutter contre le tabagisme. Le Conseil fédéral, l'organe législatif de ce pays, estime que l'interdiction de la publicité va trop loin et n'est disposé à «restreindre la publicité [du tabac] que dans une mesure acceptable pour l'IT».²²⁸ L'industrie a commandité des événements officiels, comme dans le cas du pavillon du gouvernement suisse à l'Exposition universelle 2020 à Dubaï où PMI a joué d'une visibilité jusqu'à ce que les protestations d'importants groupes de santé fassent changer la situation,^{229, 230} ou encore lors de la fête de la cérémonie d'ouverture de la nouvelle ambassade suisse à Moscou²³¹ pour laquelle PMI a aménagé un salon-fumoir.²³²

L'**Indonésie** continue d'entretenir un fort niveau d'ingérence de l'industrie alors que des ministres endossent régulièrement des événements de l'industrie et accueillent à bras ouverts les affaires de l'industrie comme des investissements importants pour le pays.^{233, 234} PT HM Sampoerna, la filiale de PMI, a écrit au régent du district de Karangasem (Bali) pour lui demander de lever l'interdiction des publicités extérieures pour les cigarettes.²³⁵ Le chef régional des douanes et accises de Java central a rendu visite au bureau de Djarum afin de garantir que les politiques du gouvernement pendant la pandémie sont efficaces pour aider l'industrie à mener ses activités.²³⁶

LES PAYS DONT LE SCORE S'EST LE PLUS AMÉLIORÉ OU DÉTÉRIORÉ

Pendant la pandémie, certains pays ont continué à mettre en œuvre l'article 5.3 et à confronter l'ingérence de l'IT. De 2020 à 2021, 18 pays ont fait des progrès tandis que selon l'indice, 31 pays ont vu leur performance se détériorer (voir

la figure 7). L'**Espagne**, le **Chili** et le **Soudan** se sont le plus améliorés, tandis que le **Pérou**, l'**Uruguay** et les **Îles Salomon** ont subi des reculs par rapport à l'année précédente.

La principale amélioration observée en **Espagne** a été la réduction des interactions entre les fonctionnaires du gouvernement et l'IT, ainsi que la diminution de la participation des fonctionnaires du gouvernement aux activités de RSE l'IT, bien que celles-ci n'aient pas diminué. Créant un précédent, la Commission de Santé publique du Système national de santé a conclu un accord avec les autorités sanitaires des gouvernements régionaux sur leurs obligations en vertu de l'article 5.3.

Au **Chili**, aucune nouvelle activité déclarée de RSE n'a été repérée et aucun nouvel avantage n'a été accordé à l'IT. De même, au **Soudan**, aucune activité de RSE liée au tabac n'a été signalée pendant la pandémie et l'on n'a pas identifié de demande d'aide à l'industrie en retardant le processus de mise en œuvre de la loi.

Le **Pérou**, au contraire, a donné la priorité et autorisé la production de tabac pendant la pandémie lors de la deuxième phase du programme de réactivation économique, au détriment d'autres activités économiques,²³⁷ et le Congrès a déposé des projets de loi proposant de donner au Congrès la responsabilité de réglementer le tabac, alors que le Ministère de l'Économie et de la Finance a jusqu'ici juridiction.^{238, 239}

L'**Uruguay**, dont les politiques de lutte antitabac jouissaient d'une excellente réputation, a vu son classement se détériorer de 15 points par rapport à l'année précédente. Un décret de l'exécutif a aboli la mesure interdisant la vente des PTC, pavant la voie à l'IT pour vendre davantage de produits du tabac.^{240, 241} Le décret a non seulement autorisé la vente de ces dispositifs mais a également donné à l'IT des outils pour faire pression sur d'autres pays de la région, leur permettant de citer l'Uruguay en exemple. Bien que l'Uruguay interdise les contributions de l'IT aux partis politiques, la principale compagnie de tabac du pays a versé des fonds à la récente campagne présidentielle.²⁴²

Le gouvernement des **Îles Salomon** a signé un protocole d'accord avec la Chambre de commerce et d'industrie (SICCI), où siège BAT comme membre clé du comité exécutif, ce qui permet à la compagnie d'entrer activement en relation avec des hauts fonctionnaires du gouvernement dans le cadre de ce partenariat public-privé.²⁴³ La SICCI a organisé une table ronde sur «la meilleure façon pour le gouvernement de favoriser la croissance du secteur privé»²⁴⁴ à laquelle ont participé des responsables des ministères du Commerce, de l'Industrie, du Travail et de l'Immigration, du bureau du Premier ministre, du gouverneur de la Banque centrale et du directeur de l'Unité de réforme économique. La SICCI a également signé un protocole d'accord avec la police (RSIPF) qui a permis «d'établir une liste d'entreprises fournissant des services essentiels et mettre sur pied un processus administratif pour mieux gérer les exemptions qu'il est nécessaire d'octroyer aux entreprises dans l'éventualité de fermetures causées par la COVID-19».²⁴⁵

UN NOUVEAU DÉFI À RELEVER

La mise en œuvre de l'article 5.3 par le **Canada** a subi des reculs suite à sa collaboration avec Medicago Inc. pour développer un vaccin contre la COVID-19.²⁴⁶ PMI possède un tiers des parts de Medicago Inc., une compagnie basée au Québec qui fabrique des vaccins. L'absence d'un code d'application de l'article 5.3 à tous les niveaux de gouvernement a favorisé cette alliance avec Medicago, pour un montant de 130 millions de dollars américains. PMI n'a pas tardé à faire connaître publiquement son rôle dans le développement des vaccins.²⁴⁷ PMI et BAT ont également soutenu ailleurs dans le monde des initiatives pour développer des vaccins.^{248, 249}

L'industrie du tabac, par le biais d'acquisitions, s'implante dans le secteur des technologies afin d'élargir son portefeuille de produits, qu'elle commercialise en tant que «produits de santé» ou «produits pharmaceutiques» pour améliorer son image corporative et se présenter comme faisant partie de la solution. Les gouvernements sont susceptibles de succomber à la stratégie caritative de l'industrie du tabac s'ils n'adoptent pas des directives visant à protéger la santé publique à tous les niveaux de gouvernement. En septembre 2021, PMI a acquis Vectura Group Plc, une entreprise britannique de soins de santé qui fabrique des inhalateurs pour l'asthme.²⁵⁰ Les groupes de défense de la santé ont vivement protesté contre cette acquisition.

LIMITES DU RAPPORT

Ce rapport s'appuie exclusivement sur les informations accessibles au public, ce qui ne permet pas de colliger adéquatement tous les éléments de preuve et dresser un portrait complet des situations d'ingérence politique qui ont pu se produire.

Le manque de transparence rend difficile la collecte de données sur l'ingérence de l'industrie, ce qui est d'ailleurs une clause importante des lignes directrices de la CCLAT. Compte tenu des mesures de confinement, des fermetures et des restrictions à la mobilité introduites dans de nombreux pays en raison de la pandémie, il est probable que certaines activités d'ingérence et de lobbying de l'IT soient passées en mode virtuel, ce qui les rend moins transparentes et plus difficiles à contrôler et à documenter.

Conclusion

Tandis que le risque d'une récession économique plane sur de nombreux pays, les entreprises transnationales de tabac ont continué à accumuler des profits en 2020.

Certains pays ont profité de la pandémie pour confronter l'ingérence de l'industrie du tabac et réduire le tabagisme, mais de nombreux gouvernements économiquement vulnérables ont succombé à l'influence de l'IT et à ses activités prétendument caritatives, compromettant ainsi leur rôle de régulateurs de l'industrie. Les agences gouvernementales autres que celles du domaine de la santé restent particulièrement vulnérables à l'ingérence de l'industrie, et sont souvent poussées à promouvoir ou à représenter les intérêts de l'IT lors de l'élaboration des politiques.



Les gouvernements ont le pouvoir de mettre fin à l'ingérence de l'industrie du tabac.



L'adoption d'une approche qui s'applique à tous les niveaux de gouvernement et leur engagement à mettre en œuvre l'article 5.3 permettraient aux pays de bloquer l'ingérence de l'IT. En mettant en évidence que certains pays ont su prendre des mesures, ce rapport démontre que des progrès sont possibles. Mais davantage de pays doivent aller de l'avant. Si les gouvernements veulent vraiment en finir avec l'impact dévastateur de l'épidémie de tabagisme sur la santé publique et éviter la perte de millions de vie, ils doivent agir maintenant.

Recommandations

Seuls les gouvernements ont le pouvoir d'empêcher l'ingérence de l'IT au sein de la politique de santé publique. Plus les gouvernements agiront rapidement pour se conformer aux obligations de la CCLAT de l'OMS, plus ils seront en mesure de protéger et de développer leurs politiques de lutte antitabac. Ils doivent agir conformément aux recommandations des lignes directrices de l'article 5.3, qui demandent aux gouvernements de limiter les interactions avec l'industrie au strict nécessaire et de faire preuve de transparence. Voici un certain nombre d'actions spécifiques qu'il est possible d'adopter:

1. L'ensemble du gouvernement, à tous les niveaux et pas uniquement au sein du secteur de la santé, doivent empêcher l'ingérence de l'industrie du tabac.

Pour réduire leur vulnérabilité à l'ingérence de l'industrie, il est fondamental que les gouvernements adoptent des approches holistiques pour mettre en œuvre l'article 5.3, comme l'ont fait le Botswana, les Philippines et le Royaume-Uni.

2. Il faut cesser de soutenir les activités de l'industrie du tabac.

Les gouvernements doivent limiter leur interaction avec l'IT à ce qui est strictement nécessaire à la réglementation, et refuser d'appuyer un secteur qui cause un préjudice important à la société.

3. Il faut dénormaliser les activités dites socialement responsables de l'industrie du tabac.

Les gouvernements doivent dénormaliser les activités de RSE de l'IT et éviter de les cautionner officiellement, car celles-ci représentent une forme de promotion du tabac et compromettent l'intégrité des fonctionnaires dans leur mandat de réglementer le tabac.

4. Il faut rejeter les ententes non contraignantes avec l'industrie du tabac.

Les gouvernements sont souvent perdants lorsqu'ils acceptent de coopérer avec l'IT. La collaboration entre les gouvernements et l'industrie doit être évitée.

5. Il faut cesser d'offrir des mesures incitatives à l'industrie du tabac.

L'IT ne doit pas bénéficier d'incitations ou d'un traitement préférentiel pour développer son activité, car cela est en contradiction directe avec la politique de lutte antitabac.

6. Les gouvernements doivent se désengager de l'industrie du tabac.

Les entreprises d'État doivent être traitées comme n'importe quelle autre IT. Le fait de se désengager de l'industrie du tabac accroît l'indépendance du gouvernement vis-à-vis de cette industrie et lui permet d'agir librement pour protéger la santé publique.

7. Il faut exiger une plus grande transparence pour renforcer la reddition de comptes.

Lors d'interactions avec l'IT, la transparence réduit les possibilités d'ingérence et contribue à ce que les fonctionnaires et l'industrie rendent des comptes. Toutes les interactions avec l'IT doivent être enregistrées et rendues publiques.

8. Il faut implanter un code de conduite qui serve de pare-feu.

Afin de limiter les interactions avec l'IT, d'éviter les conflits d'intérêts et de renforcer la transparence et la reddition de comptes, les gouvernements doivent adopter un code de conduite contenant des orientations claires concernant les interactions avec l'IT.

9. Il faut obliger l'industrie du tabac à fournir des informations sur ses activités.

Il est impératif d'obliger l'industrie du tabac à divulguer ses dépenses en matière de marketing, de lobbying et d'activités philanthropiques.

Tableau sommaire

	ARG	BGD	BOL	BWA	BRA	BRN	BFA	KHM	CAN	CHL
PARTICIPATION À L'ÉLABORATION DES POLITIQUES	7	10	9	5	11	2	8	4	6	8
Les pouvoirs publics acceptent, soutiennent ou approuvent toute offre d'aide faite par ou en collaboration avec l'industrie du tabac dans la définition ou la mise en oeuvre de politiques de santé publique en matière de lutte antitabac. (Rec. 3.1)	3	5	4	1	3	0	1	1	2	3
Les pouvoirs publics acceptent, soutiennent ou approuvent les politiques ou législations élaborées par/en collaboration avec l'industrie du tabac. (Rec. 3.4)	3	3	0	1	4	0	5	1	2	1
Les pouvoirs publics permettent/invitent un représentant de l'industrie du tabac à siéger au sein de son organisme inter-agences/comité multisectoriel/groupe consultatif qui élabore la politique de santé publique. (Rec. 4.8)	1	1	4	2	3	1	1	1	1	3
Les pouvoirs publics nomment ou autorisent des représentants de l'industrie du tabac (y compris les entreprises publiques du tabac) à faire partie de la délégation à des réunions de la COP ou de ses organes subsidiaires ou acceptent qu'ils parrainent les délégués. (Rec. 4.9 et 8.3)	0	1	1	1	1	1	1	1	1	1
ACTIVITÉS DE RSE DE L'INDUSTRIE DU TABAC	5	5	3	1	5	0	4	3	5	0
Le gouvernement (ses agences et ses représentants) accepte des contributions (financières ou autres) de l'industrie du tabac (y compris des contributions au chapitre de la RSE). (Rec. 6.4) Les agences gouvernementales ou leurs représentants approuvent, soutiennent, constituent des partenariats ou participent à des activités de l'industrie du tabac dites socialement responsables. (Rec. 6.2)	5	5	3	1	5	0	4	3	5	0
AVANTAGES POUR L'INDUSTRIE DU TABAC	8	9	6	6	5	0	5	6	7	6
Les pouvoirs publics accèdent aux demandes de l'industrie du tabac visant à obtenir un délai plus long pour la mise en oeuvre ou le report de la loi sur la lutte antitabac. (Rec. 7.1)	3	4	4	3	2	0	3	2	4	3
Les pouvoirs publics accordent des privilèges, des incitations, des exemptions fiscales ou avantages à l'industrie du tabac (Rec. 7.3)	5	5	2	3	3	0	2	4	3	3
FORMES D'INTERACTION INUTILES	15	8	10	6	11	0	11	4	8	8
Des responsables gouvernementaux de haut niveau rencontrent ou favorisent les relations avec les fabricants de tabac, par exemple la participation à des événements sociaux et autres parrainés ou organisés par les compagnies de tabac. (Rec. 2.1)	5	5	5	2	4	0	4	4	3	0
Les pouvoirs publics acceptent l'aide/les offres d'aide de l'industrie du tabac en matière d'application de la loi (Rec. 3.1 et 4.3)	5	0	2	3	4	0	4	0	0	5
Les pouvoirs publics acceptent, soutiennent ou nouent des partenariats avec l'industrie du tabac. (Rec. 3.1)	5	3	3	1	3	0	3	0	5	3

	CHN	COL	CRI	CIV	CZE	DOM	ECU	EGY	SLV	ETH	FJI	FRA	GAB	GEO	DEU	GHA	GTM	HND	IND	IDN	IRN
	18	15	6	8	8	15	13	4	4	9	4	6	5	16	7	7	16	7	7	15	4
	5	4	0	3	4	5	5	0	0	4	3	3	4	4	5	4	5	0	1	5	1
	3	4	0	3	3	5	5	3	0	3	0	1	0	4	1	1	5	5	0	5	1
	5	5	5	1	0	5	2	0	3	1	0	1	0	4	0	1	5	1	5	5	1
	5	2	1	1	1	0	1	1	1	1	1	1	1	4	1	1	1	1	1	0	1
	5	5	4	4	3	4	4	4	3	3	5	2	4	4	5	3	4	5	5	5	0
	5	5	4	4	3	4	4	4	3	3	5	2	4	4	5	3	4	5	5	5	0
	10	7	5	7	8	9	8	7	7	7	8	3	8	8	9	9	8	7	5	10	8
	5	4	0	4	3	4	5	3	2	4	4	1	4	4	5	4	4	2	0	5	4
	5	3	5	3	5	5	3	4	5	3	4	2	4	4	4	5	4	5	5	5	4
	13	15	0	5	5	15	12	8	9	10	9	4	1	12	6	4	5	14	11	15	4
	4	5	0	3	3	5	4	4	0	0	4	2	0	4	4	0	5	5	3	5	1
	5	5	0	1	0	5	4	0	4	5	0	1	1	4	2	0	0	4	4	5	1
	4	5	0	1	2	5	4	4	5	5	5	1	0	4	0	4	0	5	4	5	2

Tableau sommaire cont.

	ARG	BGD	BOL	BWA	BRA	BRN	BFA	KHM	CAN	CHL
TRANSPARENCE	8	9	9	8	6	6	5	7	5	5
Les pouvoirs publics ne divulguent pas publiquement les informations sur les réunions/ interactions avec l'industrie du tabac dans les cas où ces interactions sont strictement nécessaires à la réglementation. (Rec. 2.2)	3	4	4	3	3	1	0	2	3	2
Les pouvoirs publics devraient exiger que des règles soient adoptées pour la communication d'informations ou l'enregistrement des entités de l'industrie du tabac, des organisations qui leur sont affiliées et des individus qui agissent en leur nom, y compris les groupes de pression (Rec. 5.3)	5	5	5	5	3	5	5	5	2	3
CONFLITS D'INTÉRÊTS	9	13	8	5	11	1	5	9	5	8
Les pouvoirs publics n'interdisent pas à l'industrie du tabac ou à toute entité qui s'attache à promouvoir ses intérêts de verser des contributions aux partis politiques, aux candidats ou aux campagnes politiques et n'exigent pas la divulgation intégrale des détails de ces contributions. (Rec. 4.11)	5	5	5	3	5	1	5	5	1	3
Les hauts fonctionnaires de l'État à la retraite travaillent au sein de l'industrie du tabac (Rec. 4.4)	2	4	1	1	2	0	0	0	2	5
Les responsables officiels en poste et leurs proches occupent des postes dans une entreprise du tabac, y compris des postes de consultants. (Rec. 4.5, 4.8 et 4.10)	2	4	2	1	4	0	0	4	2	0
MESURES PRÉVENTIVES	21	18	22	19	9	6	19	16	17	21
Les pouvoirs publics ont mis en place une procédure de divulgation des documents de l'interaction avec l'industrie du tabac et ses représentants. (Rec. 5.1)	2	4	5	5	2	2	0	5	3	3
Les pouvoirs publics ont formulé, adopté ou mis en œuvre un code de conduite à l'intention des fonctionnaires, prescrivant les normes à respecter dans leurs interactions avec l'industrie du tabac. (Rec. 4.2)	5	3	4	3	1	1	5	2	4	5
Les pouvoirs publics exigent que l'industrie du tabac soumette périodiquement des informations sur la production de tabac, la fabrication de produits du tabac, la part de marché, les dépenses de commercialisation, les recettes et toutes autres activités, y compris les activités des groupes de pression, les activités caritatives, les contributions politiques. (Rec. 5.2)	4	2	4	5	2	0	5	5	3	3
Les pouvoirs publics disposent d'un programme/système/plan visant à sensibiliser systématiquement ses services aux politiques relatives aux lignes directrices de l'Article 5.3 de la CCLAT. (Rec. 1.1, 1.2)	5	5	5	3	2	2	4	2	5	5
Les pouvoirs publics ont mis en place une politique visant à interdire l'acceptation de toutes les formes de contributions/cadeaux de l'industrie du tabac (financières ou autres), y compris les offres d'aide, les projets de politique ou les invitations à des visites d'étude données ou offertes au gouvernement, à ses agences, aux fonctionnaires et à leurs proches. (Rec. 3.4)	5	4	4	3	2	1	5	2	2	5
TOTAL	73	72	67	50	58	15	57	49	53	56

	CHN	COL	CRI	CIV	CZE	DOM	ECU	EGY	SLV	ETH	FJI	FRA	GAB	GEO	DEU	GHA	GTM	HND	IND	IDN	IRN
	6	9	10	10	10	10	7	9	3	4	3	3	5	10	9	6	9	3	10	10	10
	3	5	5	5	5	5	3	4	0	1	0	2	3	5	4	4	5	3	5	5	5
	3	4	5	5	5	5	4	5	3	3	3	1	2	5	5	2	4	0	5	5	5
	8	9	1	0	7	15	6	9	9	4	8	4	14	8	10	5	9	5	9	8	3
	1	4	1	0	5	5	4	5	5	1	5	1	5	5	5	4	4	5	4	5	1
	3	5	0	0	2	5	1	4	0	2	3	2	4	3	4	0	5	0	5	3	1
	4	0	0	0	0	5	1	0	4	1	0	1	5	0	1	1	0	0	0	0	1
	16	16	22	16	20	23	21	23	19	12	21	11	11	22	22	22	21	18	10	16	10
	3	5	4	5	5	4	5	5	5	4	5	2	1	5	5	5	3	3	2	5	1
	3	2	5	3	5	5	4	5	5	3	5	3	1	5	5	4	5	3	2	2	3
	2	2	3	3	3	4	3	3	2	2	1	1	4	2	2	4	4	2	2	2	2
	5	3	5	3	2	5	5	5	2	2	5	3	3	5	5	5	5	5	2	5	3
	3	4	5	2	5	5	4	5	5	1	5	2	2	5	5	4	4	5	2	2	1
	76	76	48	50	61	91	71	64	54	49	58	33	48	80	68	56	72	59	57	79	39

Tableau sommaire cont.

	IRQ	ISR	ITA	JPN	JOR	KAZ	KEN	KOR	LAO	LBN
PARTICIPATION À L'ÉLABORATION DES POLITIQUES	8	6	13	19	16	9	2	4	11	9
Les pouvoirs publics acceptent, soutiennent ou approuvent toute offre d'aide faite par ou en collaboration avec l'industrie du tabac dans la définition ou la mise en oeuvre de politiques de santé publique en matière de lutte antitabac. (Rec. 3.1)	1	1	4	4	5	2	0	1	5	1
Les pouvoirs publics acceptent, soutiennent ou approuvent les politiques ou législations élaborées par/en collaboration avec l'industrie du tabac. (Rec. 3.4)	1	1	4	5	5	3	0	1	4	4
Les pouvoirs publics permettent/invitent un représentant de l'industrie du tabac à siéger au sein de son organisme inter-agences/comité multisectoriel/groupe consultatif qui élabore la politique de santé publique. (Rec. 4.8)	5	3	2	5	5	3	1	1	1	3
Les pouvoirs publics nomment ou autorisent des représentants de l'industrie du tabac (y compris les entreprises publiques du tabac) à faire partie de la délégation à des réunions de la COP ou de ses organes subsidiaires ou acceptent qu'ils parrainent les délégués. (Rec. 4.9 et 8.3)	1	1	3	5	1	1	1	1	1	1
ACTIVITÉS DE RSE DE L'INDUSTRIE DU TABAC	1	1	4	5	5	4	3	5	0	4
Le gouvernement (ses agences et ses représentants) accepte des contributions (financières ou autres) de l'industrie du tabac (y compris des contributions au chapitre de la RSE). (Rec. 6.4) Les agences gouvernementales ou leurs représentants approuvent, soutiennent, constituent des partenariats ou participent à des activités de l'industrie du tabac dites socialement responsables. (Rec. 6.2)	1	1	4	5	5	4	3	5	0	4
AVANTAGES POUR L'INDUSTRIE DU TABAC	8	8	10	8	10	5	4	8	8	9
Les pouvoirs publics accèdent aux demandes de l'industrie du tabac visant à obtenir un délai plus long pour la mise en oeuvre ou le report de la loi sur la lutte antitabac. (Rec. 7.1)	3	4	5	3	5	1	1	5	3	4
Les pouvoirs publics accordent des privilèges, des incitations, des exemptions fiscales ou avantages à l'industrie du tabac (Rec. 7.3)	5	4	5	5	5	4	3	3	5	5
FORMES D'INTERACTION INUTILES	9	0	13	10	15	5	3	1	15	7
Des responsables gouvernementaux de haut niveau rencontrent ou favorisent les relations avec les fabricants de tabac, par exemple la participation à des événements sociaux et autres parrainés ou organisés par les compagnies de tabac. (Rec. 2.1)	4	0	4	3	5	4	3	1	5	3
Les pouvoirs publics acceptent l'aide/les offres d'aide de l'industrie du tabac en matière d'application de la loi (Rec. 3.1 et 4.3)	0	0	4	3	5	1	0	0	5	4
Les pouvoirs publics acceptent, soutiennent ou nouent des partenariats avec l'industrie du tabac. (Rec. 3.1)	5	0	5	4	5	0	0	0	5	0

	MYS	MDV	MEX	MNG	MOZ	MMR	NPL	NLD	NZL	NIC	NGA	NOR	OMN	PAK	PLW	PAN	PRY	PER	PHL	POL	ROU
	12	5	8	5	7	4	4	2	1	2	11	1	5	4	2	11	13	11	16	9	12
	3	1	3	1	3	1	1	0	0	0	3	0	0	1	0	3	3	4	5	4	5
	3	0	3	2	2	2	1	0	0	0	3	0	3	1	0	4	4	4	5	4	5
	5	3	1	1	1	0	1	1	0	1	4	0	1	1	1	3	5	2	5	0	1
	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
	4	0	3	2	4	4	3	0	3	0	4	0	2	3	0	2	3	1	5	4	5
	4	0	3	2	4	4	3	0	3	0	4	0	2	3	0	2	3	1	5	4	5
	7	5	3	6	7	7	6	4	4	4	6	4	3	5	3	6	7	7	8	7	10
	5	2	1	1	3	4	4	2	0	1	4	0	1	3	0	2	3	3	3	4	5
	2	3	2	5	4	3	2	2	4	3	2	4	2	2	3	4	4	4	5	3	5
	7	2	10	0	6	3	3	6	2	8	10	3	7	7	3	11	8	6	11	6	15
	5	0	4	0	3	0	2	1	0	5	4	3	5	5	0	4	5	2	4	4	5
	2	1	3	0	3	0	0	5	0	0	2	0	0	2	0	3	3	3	4	1	5
	0	1	3	0	0	3	1	0	2	3	4	0	2	0	3	4	0	1	3	1	5

Tableau sommaire cont.

	IRQ	ISR	ITA	JPN	JOR	KAZ	KEN	KOR	LAO	LBN
TRANSPARENCE	10	7	8	8	8	10	4	10	8	9
Les pouvoirs publics ne divulguent pas publiquement les informations sur les réunions/ interactions avec l'industrie du tabac dans les cas où ces interactions sont strictement nécessaires à la réglementation. (Rec. 2.2)	5	4	4	3	5	5	3	5	4	5
Les pouvoirs publics devraient exiger que des règles soient adoptées pour la communication d'informations ou l'enregistrement des entités de l'industrie du tabac, des organisations qui leur sont affiliées et des individus qui agissent en leur nom, y compris les groupes de pression (Rec. 5.3)	5	3	4	5	3	5	1	5	4	4
CONFLITS D'INTÉRÊTS	7	5	10	15	12	5	7	9	11	11
Les pouvoirs publics n'interdisent pas à l'industrie du tabac ou à toute entité qui s'attache à promouvoir ses intérêts de verser des contributions aux partis politiques, aux candidats ou aux campagnes politiques et n'exigent pas la divulgation intégrale des détails de ces contributions. (Rec. 4.11)	5	1	5	5	5	5	1	5	1	5
Les hauts fonctionnaires de l'État à la retraite travaillent au sein de l'industrie du tabac (Rec. 4.4)	1	1	4	5	2	0	2	2	5	2
Les responsables officiels en poste et leurs proches occupent des postes dans une entreprise du tabac, y compris des postes de consultants. (Rec. 4.5, 4.8 et 4.10)	1	3	1	5	5	0	4	2	5	4
MESURES PRÉVENTIVES	21	16	21	23	12	25	16	18	19	23
Les pouvoirs publics ont mis en place une procédure de divulgation des documents de l'interaction avec l'industrie du tabac et ses représentants. (Rec. 5.1)	5	2	5	5	3	5	4	5	5	5
Les pouvoirs publics ont formulé, adopté ou mis en œuvre un code de conduite à l'intention des fonctionnaires, prescrivant les normes à respecter dans leurs interactions avec l'industrie du tabac. (Rec. 4.2)	4	3	4	5	2	5	4	2	2	5
Les pouvoirs publics exigent que l'industrie du tabac soumette périodiquement des informations sur la production de tabac, la fabrication de produits du tabac, la part de marché, les dépenses de commercialisation, les recettes et toutes autres activités, y compris les activités des groupes de pression, les activités caritatives, les contributions politiques. (Rec. 5.2)	4	4	2	3	2	5	4	5	4	3
Les pouvoirs publics disposent d'un programme/système/plan visant à sensibiliser systématiquement ses services aux politiques relatives aux lignes directrices de l'Article 5.3 de la CCLAT. (Rec. 1.1, 1.2)	3	5	5	5	3	5	3	4	3	5
Les pouvoirs publics ont mis en place une politique visant à interdire l'acceptation de toutes les formes de contributions/cadeaux de l'industrie du tabac (financières ou autres), y compris les offres d'aide, les projets de politique ou les invitations à des visites d'étude données ou offertes au gouvernement, à ses agences, aux fonctionnaires et à leurs proches. (Rec. 3.4)	5	2	5	5	2	5	1	2	5	5
TOTAL	64	43	79	88	78	63	39	55	72	72

	MYS	MDV	MEX	MNG	MOZ	MMR	NPL	NLD	NZL	NIC	NGA	NOR	OMN	PAK	PLW	PAN	PRY	PER	PHL	POL	ROU
	7	10	6	9	10	9	10	7	5	5	6	10	5	7	5	6	7	3	3	3	10
	2	5	3	4	5	4	5	2	1	3	4	5	0	3	0	3	5	0	0	1	5
	5	5	3	5	5	5	5	5	4	2	2	5	5	4	5	3	2	3	3	2	5
	9	9	10	1	5	6	4	7	4	9	8	5	9	10	8	11	10	4	8	2	4
	5	5	5	1	5	1	1	5	3	5	4	5	0	5	4	4	5	4	5	1	4
	4	2	3	0	0	3	3	1	0	4	4	0	5	4	0	5	5	0	3	1	0
	0	2	2	0	0	2	0	1	1	0	0	0	4	1	4	2	0	0	0	0	0
	20	17	15	15	25	21	14	9	11	22	8	21	16	12	19	11	21	21	7	22	23
	5	4	3	5	5	5	3	1	1	5	2	5	5	3	3	3	5	2	1	5	5
	5	3	4	1	5	2	2	1	2	5	1	2	2	3	3	2	4	5	1	5	5
	5	4	2	5	5	5	3	2	2	2	1	5	5	1	5	1	2	4	2	2	3
	2	3	4	3	5	5	2	4	4	5	3	4	2	1	5	2	5	5	2	5	5
	3	3	2	1	5	4	4	1	2	5	1	5	2	4	3	3	5	5	1	5	5
	66	48	55	38	64	54	44	35	30	50	53	44	47	48	40	58	69	53	58	53	79

Tableau sommaire cont.

	SEN	SLB	ZAF	ESP	LKA	SDN	CHE	TZA	THA	TUR
PARTICIPATION À L'ÉLABORATION DES POLITIQUES	4	9	8	6	4	3	15	14	1	16
Les pouvoirs publics acceptent, soutiennent ou approuvent toute offre d'aide faite par ou en collaboration avec l'industrie du tabac dans la définition ou la mise en oeuvre de politiques de santé publique en matière de lutte antitabac. (Rec. 3.1)	1	0	3	0	1	0	5	4	0	5
Les pouvoirs publics acceptent, soutiennent ou approuvent les politiques ou législations élaborées par/en collaboration avec l'industrie du tabac. (Rec. 3.4)	1	4	3	0	2	0	5	5	0	5
Les pouvoirs publics permettent/invitent un représentant de l'industrie du tabac à siéger au sein de son organisme inter-agences/comité multisectoriel/groupe consultatif qui élabore la politique de santé publique. (Rec. 4.8)	1	4	1	5	0	2	5	3	0	5
Les pouvoirs publics nomment ou autorisent des représentants de l'industrie du tabac (y compris les entreprises publiques du tabac) à faire partie de la délégation à des réunions de la COP ou de ses organes subsidiaires ou acceptent qu'ils parrainent les délégués. (Rec. 4.9 et 8.3)	1	1	1	1	1	1	0	2	1	1
ACTIVITÉS DE RSE DE L'INDUSTRIE DU TABAC	3	5	5	4	5	3	5	4	4	5
Le gouvernement (ses agences et ses représentants) accepte des contributions (financières ou autres) de l'industrie du tabac (y compris des contributions au chapitre de la RSE). (Rec 6.4) Les agences gouvernementales ou leurs représentants approuvent, soutiennent, constituent des partenariats ou participent à des activités de l'industrie du tabac dites socialement responsables. (Rec. 6.2)	3	5	5	4	5	3	5	4	4	5
AVANTAGES POUR L'INDUSTRIE DU TABAC	5	6	8	5	3	5	10	10	5	9
Les pouvoirs publics accèdent aux demandes de l'industrie du tabac visant à obtenir un délai plus long pour la mise en oeuvre ou le report de la loi sur la lutte antitabac. (Rec. 7.1)	1	3	4	0	3	0	5	5	3	4
Les pouvoirs publics accordent des privilèges, des incitations, des exemptions fiscales ou avantages à l'industrie du tabac (Rec. 7.3)	4	3	4	5	0	5	5	5	2	5
FORMES D'INTERACTION INUTILES	2	10	9	5	4	0	11	5	2	5
Des responsables gouvernementaux de haut niveau rencontrent ou favorisent les relations avec les fabricants de tabac, par exemple la participation à des événements sociaux et autres parrainés ou organisés par les compagnies de tabac. (Rec 2.1)	2	4	0	2	1	0	5	5	2	5
Les pouvoirs publics acceptent l'aide/les offres d'aide de l'industrie du tabac en matière d'application de la loi (Rec. 3.1 et 4.3)	0	3	4	0	3	0	1	0	0	0
Les pouvoirs publics acceptent, soutiennent ou nouent des partenariats avec l'industrie du tabac. (Rec. 3.1)	0	3	5	3	0	0	5	0	0	0

	UGA	UKR	GBR	USA	URY	VEN	VNM	ZMB
	4	13	2	15	6	11	11	15
	1	4	1	5	0	3	4	5
	1	4	0	5	5	3	3	4
	1	4	0	5	0	4	3	5
	1	1	1	0	1	1	1	1
	5	4	3	5	2	3	5	3
	5	4	3	5	2	3	5	3
	5	8	2	9	7	5	2	10
	0	4	0	4	3	2	0	5
	5	4	2	5	4	3	2	5
	1	11	3	7	4	5	11	9
	0	4	2	0	2	0	5	4
	0	4	0	4	0	4	5	0
	1	3	1	3	2	1	1	5

Tableau sommaire cont.

	SEN	SLB	ZAF	ESP	LKA	SDN	CHE	TZA	THA	TUR
TRANSPARENCE	10	10	7	4	10	10	9	6	7	10
Les pouvoirs publics ne divulguent pas publiquement les informations sur les réunions/ interactions avec l'industrie du tabac dans les cas où ces interactions sont strictement nécessaires à la réglementation. (Rec. 2.2)	5	5	4	3	5	5	5	3	3	5
Les pouvoirs publics devraient exiger que des règles soient adoptées pour la communication d'informations ou l'enregistrement des entités de l'industrie du tabac, des organisations qui leur sont affiliées et des individus qui agissent en leur nom, y compris les groupes de pression (Rec. 5.3)	5	5	3	1	5	5	4	3	4	5
CONFLITS D'INTÉRÊTS	5	7	6	12	7	5	13	9	12	5
Les pouvoirs publics n'interdisent pas à l'industrie du tabac ou à toute entité qui s'attache à promouvoir ses intérêts de verser des contributions aux partis politiques, aux candidats ou aux campagnes politiques et n'exigent pas la divulgation intégrale des détails de ces contributions. (Rec. 4.11)	5	4	3	5	5	5	5	5	4	5
Les hauts fonctionnaires de l'État à la retraite travaillent au sein de l'industrie du tabac (Rec. 4.4)	0	3	3	5	0	0	4	0	4	0
Les responsables officiels en poste et leurs proches occupent des postes dans une entreprise du tabac, y compris des postes de consultants. (Rec. 4.5, 4.8 et 4.10)	0	0	0	2	2	0	4	4	4	0
MESURES PRÉVENTIVES	25	16	21	18	12	25	24	25	10	22
Les pouvoirs publics ont mis en place une procédure de divulgation des documents de l'interaction avec l'industrie du tabac et ses représentants. (Rec. 5.1)	5	3	5	5	3	5	5	5	2	5
Les pouvoirs publics ont formulé, adopté ou mis en œuvre un code de conduite à l'intention des fonctionnaires, prescrivant les normes à respecter dans leurs interactions avec l'industrie du tabac. (Rec. 4.2)	5	3	3	2	3	5	5	5	2	5
Les pouvoirs publics exigent que l'industrie du tabac soumette périodiquement des informations sur la production de tabac, la fabrication de produits du tabac, la part de marché, les dépenses de commercialisation, les recettes et toutes autres activités, y compris les activités des groupes de pression, les activités caritatives, les contributions politiques. (Rec. 5.2)	5	4	4	2	3	5	5	5	2	2
Les pouvoirs publics disposent d'un programme/système/plan visant à sensibiliser systématiquement ses services aux politiques relatives aux lignes directrices de l'Article 5.3 de la CCLAT. (Rec. 1.1, 1.2)	5	2	5	4	3	5	5	5	2	5
Les pouvoirs publics ont mis en place une politique visant à interdire l'acceptation de toutes les formes de contributions/cadeaux de l'industrie du tabac (financières ou autres), y compris les offres d'aide, les projets de politique ou les invitations à des visites d'étude données ou offertes au gouvernement, à ses agences, aux fonctionnaires et à leurs proches. (Rec. 3.4)	5	4	4	5	0	5	4	5	2	5
TOTAL	54	63	64	54	45	51	87	73	41	72

	UGA	UKR	GBR	USA	URY	VEN	VNM	ZMB
	6	6	4	5	10	10	6	10
	3	3	0	3	5	5	1	5
	3	3	4	2	5	5	5	5
	2	5	7	12	3	3	6	8
	1	1	4	4	3	3	1	5
	1	1	1	5	0	0	0	0
	0	3	2	3	0	0	5	3
	11	17	11	19	17	23	16	23
	4	3	2	2	5	5	5	5
	2	4	3	5	5	5	3	5
	1	4	2	2	2	3	2	3
	3	4	2	5	5	5	4	5
	1	2	2	5	0	5	2	5
	34	64	32	72	49	60	57	78

ANNEXE

A

Activités caritatives liées au tabac et avantages fiscaux accordés à l'industrie

PAYS	ACTIVITÉS CARITATIVES DE RSE	AVANTAGE FISCAL POUR L'IT
Argentine	PMI a tenu des activités caritatives dans la municipalité de Merlo ²⁵¹ et des cours de formation par l'intermédiaire de l'«Asociación Conciencia». Alliance One Tobacco et BAT ont mené un programme sur le travail des enfants dans les provinces productrices de tabac ²⁵² par le biais de «Brazos Abiertos».	Grâce à une réforme fiscale, les taxes sur les cigarettes ont été réduites de 75% à 70%. ²⁵³ Les entreprises transnationales de tabac contrôlent 75% du marché des cigarettes.
République tchèque	PMI a acheminé plusieurs millions de couronnes tchèques aux grands hôpitaux pour les aider pendant la pandémie. ²⁵⁴	Les PTC ont été taxés qu'à un quart du taux appliqué aux cigarettes traditionnelles. ²⁵⁵
Indonésie	PT HM Sampoerna (une filiale de PMI) a fourni au gouvernement provincial de Java Est des paniers de nourriture et des désinfectants pendant la pandémie. ²⁵⁶	Le gouverneur de Java Est a donné son appui aux groupes de commerce du tabac qui s'opposaient à l'augmentation des taxes. ²⁵⁷
Malaisie	JTI et BAT ont contribué à MyKasih, une organisation caritative vouée à soutenir les familles touchées par la pandémie. ²⁵⁸ Le conseil d'administration de MyKasih comprend d'anciens hauts fonctionnaires, dont l'un d'eux travaillait au Ministère des Finances.	La taxe sur le tabac n'a pas été augmentée dans le budget 2021.
Birmanie	L'Association des producteurs de cherooot de Birmanie a fait don de 25 000 dollars au Comité central national pour la prévention de la COVID-19, une unité du Ministère de la Santé. ²⁵⁹	Une exonération fiscale a été accordée pour les cheroots, les cigares et le tabac brut dans les cas où les coûts de production annuels ne dépassent pas 20 millions de kyats (MMK).
Pakistan	PMI a contribué à hauteur de 20 040 000 RS (268 942,21 USD) au Fonds de secours contre la pandémie de COVID-19 ²⁶⁰ et BAT a fourni des unités médicales mobiles. ²⁶¹	Les taxes sur le tabac n'ont pas été augmentées et la taxe anticipée à l'endroit des cultivateurs de tabac a été supprimée, avec pour effet de contribuer à la hausse des exportations de tabac. ²⁶²
Paraguay	L'Union des compagnies de tabac a renouvelé son entente avec le Ministère du Travail pour soutenir les petites et moyennes entreprises. ²⁶³	Les entreprises de tabac paient un faible taux d'imposition de 18%, ce qui contraste avec les autres pays de la région dont les moyennes se situent entre 40% et 80%. ²⁶⁴
Pologne	Philip Morris Polska a fait don de fonds pour l'achat d'EPI et a produit des désinfectants pour soutenir le gouvernement dans ses efforts d'atténuation de la pandémie.	Retard dans la mise en œuvre de la taxe et adoption d'un taux plus faible sur les PTC (de 20 %). ²⁶⁵
Tanzanie	Le membre du Parlement représentant Nyasa, également vice-ministre de l'Industrie et du Commerce, a soutenu les initiatives caritatives de l'industrie du tabac pour les personnes handicapées. ²⁶⁶	Il n'y a pas eu d'augmentation de la taxe sur le tabac en 2021.
Turquie	Philsa Philip Morris Sabancı a fait don de 5 979 000 TRY (700 000 dollars américains) à la campagne de solidarité nationale pour soutenir les efforts d'atténuation de la COVID-19. ²⁶⁷	Les taux fixes minimaux de taxation pour les cigarettes et les autres produits du tabac n'ont pas augmenté au cours des six premiers mois de 2021, ignorant le processus de réévaluation des taux; le taux d'accise spécial a diminué de 67% à 63%. ²⁶⁸
Zambie	JTI a contribué à hauteur de 300 000 dollars américains aux efforts du gouvernement pour atténuer la COVID-19 dans les établissements de santé et les écoles. ²⁶⁹	Il n'y a pas eu d'augmentation de la taxe sur le tabac en 2021.

PRINCIPAUX COLLABORATEURS DANS CHAQUE PAYS

Afrique du Sud: Consultant - Dhamaravelli Moodley, National Council for Anti Smoking

Allemagne: Consultant – Laura Graen

Argentine: Fundación InterAmericana del Corazón Argentina

Bangladesh: PROGGA Knowledge for Progress

Birmanie: People's Health Foundation

Bolivie: Fundación InterAmericana del Corazón

Botswana: Anti-Tobacco Network

Brésil: ACT Health Promotion (ACT), Center for Tobacco and Health Studies/National School of Public Health/Fiocruz

Brunei Darussalam: Ministry of Health

Burkina Faso: Afrique Contre le Tabac

Cambodge: Cambodia Movement for Health

Canada: Action on Smoking & Health (ASH Canada)

Chili: Mesa Ciudadana Tabaco o Salud

Chine: Consultant

Colombie: Red PaPaz

Corée (République de): National Cancer Center

Costa Rica: Red National Anti-Tobacco Network

Côte d'Ivoire: Comité/Club Unesco Universitaire pour la lutte contre la drogue et Autres pandémies

Égypte: Cairo Association Against Smoking, Tuberculosis and Lung Diseases

El Salvador: Center for Consumer Advocacy

Équateur: Fundación Ecuatoriana de Salud Respiratoria (FESAR), Corporate Accountability-Oficina para América Latina

Espagne: Catalan Institute of Oncology

États-Unis: Action on Smoking & Health

Éthiopie: Health Development & Anti Malaria Association

Fiji: Fiji Cancer Society

France: National Committee Against Smoking

Gabon: Mouvement Populaire pour la Santé au Gabon

Géorgie: Tobacco Control Alliance, Georgia

Ghana: Vision for Alternative Development

Guatemala: Departamento de Investigacion, Unidad de Cirugia Cardiovascular

Honduras: Centro de Promoción en Salud y Asistencia Familiar

Îles Salomon: Global Youth Leadership Nexus

Inde: Partners In Change

Indonésie: Consultants – Widyastuti Soerojo, Mouhamad Bigwanto

Irak: Alrafidain Center

Iran (République islamique): Iranian Anti-Tobacco Association

Israël: Smoke Free Israel

Italie: Laboratory of Lifestyle Epidemiology, Mario Negri

Japon: Japan Society for Tobacco Control

Jordanie: Framework Convention Alliance

Kazakhstan: For a Smoke-Free Kazakhstan

Kenya: Consumer Information Network

Liban: Hala Alaouie, Rima Nakkash, American University of Beirut

Malaisie: Women's Action for Tobacco Control and Health

Maldives: NCD Alliance

Mexique: Salud Justa México

Mongolie: Healthy City Association

Mozambique: Associação Moçambicana de Saúde Pública

Népal: Health Rights & Tobacco Control Network

Nicaragua: Fundación Movimiento Contra el Cáncer, Movicáncer (Movicáncer Foundation)

Nigeria: Environmental Rights Action

Norvège: Norwegian Cancer Society

Nouvelle-Zélande/Aotearoa: Cancer Society of New Zealand

Oman: Consultant - Ruth Mabry

Ouganda: Consultant - Hellen Neima

Pakistan: Society for Alternative Media and Research

Palau: Coalition for a Tobacco Free Palau

Panama: Facultad de Economía de la Universidad de Panamá

Paraguay: Enfoque Territorial

Pays-Bas: Trimbos Institute

Pérou: National Anti-Smoking Control Commission (COLAT)

Philippines: HealthJustice Philippines

Pologne: Department of Public Health and Social Medicine, Medical University of Gdansk

RDP Lao: Consultant - Maniphanh Vongphosy

République dominicaine: Alianza Dominicana Antitabaquismo

République tchèque: First Faculty of Medicine, Charles University, Prague

Roumanie: AER Pur Romania

Royaume-Uni: Tobacco Control Research Group, University of Bath

Sénégal: Ligue Sénégalaise Contre Le Tabac

Soudan: Consultant and Ministry of Health

Sri Lanka: Alcohol & Drug Information Centre

Suisse: Swiss Association for Smoking Prevention

Tanzanie: Tanzania Tobacco Control Forum

Thaïlande: Action on Smoking and Health Foundation

Turquie: Turkish National Coalition on Tobacco or Health

Ukraine: Advocacy Center LIFE

Uruguay: Centro de Investigación para la Epidemia del Tabaquismo (CIET), Sociedad Uruguaya de Tabacología (SUT)

Venezuela: Asociación Civil Tabaco o Salud

Vietnam: HealthBridge Vietnam

Zambie: Tobacco-Free Association of Zambia

NOTES

1. World Health Organization. Tobacco Fact Sheet. 2019 Jul 26. Available from: <https://bit.ly/2SHbAjm>
2. Goodchild M, et al. Global economic cost of smoking-attributable diseases. *Tobacco Control*. Vol. 27, pp. 58–64. 2018 Available from: <https://tobaccocontrol.bmj.com/content/27/1/58>
3. WHO FCTC Convention Secretariat. Information Note on classification of novel and emerging tobacco product. Geneva. 2019 Mar 15. Available from: <https://bit.ly/39ycl2n>
4. World Health Organization. Guidelines for Implementation of Article 5.3 of the WHO Framework Convention on Tobacco Control. Available from: https://www.who.int/fctc/guidelines/article_5_3.pdf
5. Assunta M. Global Tobacco Industry Interference Index 2019. Global Center for Good Governance in Tobacco Control (GGTC). Bangkok, Thailand. 2019 Sep. Available from: <https://bit.ly/3x4yMvv>
6. Assunta M. Global Tobacco Industry Interference Index 2020. Global Center for Good Governance in Tobacco Control (GGTC). Bangkok, Thailand. 2020 Nov. Available from: <https://bit.ly/3kNOCs7>
7. Assunta M., Dorotheo E. U. SEATCA Tobacco Industry Interference Index: a tool for measuring implementation of WHO Framework Convention on Tobacco Control Article 5.3, *Tob Control*. 2014. Available from: <https://tobaccocontrol.bmj.com/content/25/3/313>
8. The World Bank. From Panic and Neglect to Investing in Health Security: Financing Pandemic Preparedness at a National Level. 2017 Dec. Available from: <https://bit.ly/3u9hOwe>
9. World Health Organization. US \$1.4 lost every year to tobacco use – New tobacco tax manual shows ways to save lives, money and build back better after COVID-19. 2021 Apr 12. Available from: <https://bit.ly/3kGDRri>
10. STOP. Tobacco pay up. Available from: <https://exposetobacco.org/campaigns/tobacco-pay-up/>
11. InfoLobby, Consejo para la Transparencia. Audiencia realizada el 3 de Junio de 2020 <https://bit.ly/3hod2>
12. Mohamad HNM. Malaysia: did the tobacco industry collaborate with media to defeat tax increase? 2021 Jan 26. Available from: <https://bit.ly/3maOT96>
13. Federal Negalit Gazette. Excise tax proclamation 1186/2020. 2020 Mar 17: <https://bit.ly/3gHlkjL>
14. Solomon Haile from JTI/National Tobacco Enterprise who trains police. Available from: <https://bit.ly/2R06yCZ>
15. Congreso Nacional. They analyze draft law that regulates the consumption of tobacco and the use of vapers. 2019 Nov 06. Available from: <https://bit.ly/3vc6X3W>
16. Multinational tobacco company studies bringing vapers. 2019 Nov 06. Available from: <https://bit.ly/3nbejsl>
17. General Resolution No. 4257 as amended. Internal Revenue Law, text replaced by Section 1° of Law No. 24 674 Tobacco Industry (Title II - Chapter I); updated amounts of taxes provided for in Sections 15, 16 and 18; 2021 Mar. Available from: <https://bit.ly/3hVOvc8>
18. Representative Armando Zabaraín D'Arce. Answer to Red PaPaz's Petition. 2020 Sep 29.
19. Der Spiegel. Olaf Scholz will Tabaksteuer erhöhen. Der Spiegel. 2021 Feb 5. Available from: <https://bit.ly/3zw3rn7>
20. Bundesministerium der Finanzen (2021) Referentenentwurf: Entwurf eines Gesetzes zur Modernisierung des Tabaksteuergesetzes (Tabaksteuermodernisierungsgesetz - TabStMoG), Available from: <https://bit.ly/3inXce6>
21. Dorotheo U. Revealed: A roadmap to defeat tobacco tax and keep Indonesians addicted. Inter Press Service. 2019 Apr 11. <https://bit.ly/3hURpOb>
22. Haider M. Budget 2021-22: Pakistan govt plans to increase tax on cigarettes. Geo News. 2021 Jun 09. <https://bit.ly/3BuUjw9>
23. Dhaka Tribune. Progga: MPs calling for tax-cut on bidi conflicts the vision of tobacco-free Bangladesh. 2020 Sep 22 Available from: <https://bit.ly/3AYXeSv>
24. Congreso de la República de Guatemala. Comisión de Salud y Asistencia Social, Actas. Available from: <https://www.congreso.gob.gt/comisiones/33/2019#gsc.tab=0>
25. Nyati K. BAT talks economic growth agenda. Daily Mail. 2021 Jan 25. Available from: <http://www.daily-mail.co.zm/bat-talks-economic-growth-agenda>
26. Mulikeka M. BAT Zambia contributes K80m in taxes. Times of Zambia. 2020
27. Zambian Business Times. Amendment of outdated legislation to revamp tobacco industry. 2020 Jun 04. Available from: <https://bit.ly/3iC5uiP>
28. Tanzania: Harmonize named tobacco brand ambassador. Available from: <https://bit.ly/3ebHcx>
29. Joint Order N°2015–366/MS/ MICA fixing the terms and conditions of the decree N°2011-1051/PRES/PM/MS/MEF of 30 December 2011 on packaging and labelling of tobacco packs in Burkina Faso.
30. Lassiné Diawara. Chairperson of Board of MABUCIG Imperial Tobacco Branch Letter to Mr Amédée Prosper Djiguimde, Minister of Health Ouagadougou. 2015 May 12
31. U.S. Food & Drug Administration. FDA news release: FDA Authorizes Marketing of IQOS Tobacco Heating System with 'Reduced Exposure' Information. 7 July 2020. Available from: <https://bit.ly/2UleRp6>

32. Knesset Economic Affairs Committee, meeting protocol 29, July 15, 2020, pp. 22-23.
33. Knesset Economic Affairs Committee, meeting protocol 29, July 15, 2020, p. 23.
34. Knesset Labor, Welfare and Health Committee, meeting protocol 64, September 8, 2020, 10:10 a.m., pp. 15-18.
35. Ministry of Health spokesperson. 2020 Jul 16. Available from: Press releases from Philip Morris regarding IQOS cigarette marketed in Israel .
36. Pagina Siete. New rule will regulate the use of electronic cigarettes in Bolivia. 2019 Oct 17. Available from: <https://bit.ly/3goY1UI>
37. The observer: Government enabled the sale of electronic devices that heat dry tobacco. 2021 Mar. Available from: <https://bit.ly/3gxXJuV>
38. Grille A. Queriamos Sopa.Caras & Caretas. 2021 Jan 29. Available from: <https://www.carasycaretas.com.uy/queriamos-sopa/>
39. Chamber of Deputies. Deputies and deputies listen to opinions on tobacco control reforms. Bulletin No. 6208. 2021 March 26. Available from: <https://bit.ly/3BqWxkX>
40. Philip Morris Mexico. Regulation yes, prohibition no. Available from: <https://bit.ly/3wYpWPS>
41. PMI (as of 2017) and JTI (2021) are members of Business Association of Georgia (BAG). <https://bag.ge/en/news?n=1266> and <https://bag.ge/en/news?n=1554> In 2019 BAG had submitted pro-tobacco industry positions: <https://imedinews.ge/ge/politika/116567> As reported in the 2020 Global Tobacco Interference Index 2020.
42. Business Media Georgia. FDA decision regarding IQOS, Nika Nanuashvili's opinion. 2020 Jul 08. Available from: <https://bit.ly/3BxCQrF>
43. Philip Morris International. 2020 Social Contributions. Available from: <https://bit.ly/3tC0Gil>
44. The Business Ombudsman's Office of Georgia, 2020. Available from: <https://bit.ly/2VarXvg>
45. Qronika Plus. Tobacco Industry-the serial killer. 09.07.2018. Available from: <http://qronikaplus.ge/?p=16255>
46. Philip Morris Fortune Tobacco Corporation (PMFTC), Juul Labs, Philippine E-Cigarette Industry (PECIA), The Vapers Philippines, Japan Tobacco International (Philippines), RELX Technology, Harm Reduction Alliance of the Philippines, R Street Institute
47. Philippines House Bill No. 9007, Sec, 2, An Act Regulating the Manufacturer, Use, Sale, Packaging, Distribution, Advertisement, and Promotion of Electronic Nicotine and Non-Nicotine Delivery Systems and Heated Tobacco Products (HB 9007).
48. Philippines House of Representatives, House Bill No. 9007; Available from: https://www.congress.gov.ph/legisdocs/first_18/CR00873.pdf.
49. Villanueva M.A. Commonsense: 'UNSMOKE' The Philippine Star: 2020 Jan 31. Available from: <https://www.philstar.com/opinion/2020/01/31/1989191/unsmoke>
50. LinkedIn. Christian Obmerga. Manager Smoke-free Communications at PMI. Available from: <https://www.linkedin.com/in/christian-obmerga-62a46489?originalSubdomain=ph>; Jena Fetalion. Managing Director of Jena Fetalino PR Consultancy. 2020 Feb 01. Available from: <https://www.facebook.com/jenafetalino>
51. British American Tobacco. Submission to the Health Select Committee, Smokefree Environments and Regulated Products (Vaping) Amendment Bill. 2020; Available from: <https://bit.ly/3ojdkjF>.
52. Imperial Brands New Zealand. Submission to the Health Select Committee. Smoke-free Environments and Regulated Products (Vaping) Amendment Bill. Health Select Committee 2020; Available from: <https://bit.ly/3ohz6o5>
53. Nicoventures Trading Limited. Submission to the Health Select Committee, Smokefree Environments and Regulated Products (Vaping) Bill. 2020; Available from: <https://bit.ly/3ojs7Lj>.
54. JUUL Labs. Submission to the Health Selection Committee, Smokefree Environments and Regulated Products (Vaping) Bill. 2020; Available from: <https://bit.ly/3eOdMmV>.
55. House of Representative. Register of Interested parties. Available from: https://rappresentantidiinteressi.camera.it/sito/legal_114/scheda-persona-giuridica.html
56. Gallus S, et al. Vatican beats Italy 1-0 in tobacco endgame. Tob Control. 2019 Mar;28(2):239-240. doi: 10.1136/tobaccocontrol-2018-054341. Available from: <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/29695460/>
57. Tobacco Endgame. In Parliament there are those who oppose the tobacco lobbies and fight for fiscal justice 2020 Nov 11. Available from: <https://bit.ly/3qtuRqG>
58. Andi M. Arief. Sampoerna Appreciates the Making of SNI for Tobacco Heating Products. 18 September 2020. Available at: <https://bit.ly/2PNkz6t>
59. Directorate for Standards, Metrology and Quality. STAMEQ works with representatives of Vinataba- Philip Morris. 2019 May 15. Available from: <https://tcvn.gov.vn/2019/05/stameq-works-with-representatives-of-vinataba-philip-morris/?lang=en>
60. Vietnam Institute of Quality Standards. 2021. Promulgating Decision on 3 National Standards on Heated Tobacco. Available from: <https://tieuchuan.vsqi.gov.vn/ban-hanhquyet-dinh-03-tieu-chuan-quoc-gia-ve->

thuoc-la-lamnung-t177.html

61. WHO Framework Convention on Tobacco Control. Guidelines for implementation of Article 13 Tobacco Advertising, Promotions and Sponsorship. Available from: <https://fctc.who.int/publications/m/item/tobacco-advertising-promotion-and-sponsorship>
62. Regie Libanaise de Tabacs et Tombacs. Health Minister receives Regie Director General. 2021 Mar 17. Available from: <https://bit.ly/3kOwsNd>
63. Facebook of Mior Kamarul Mior Shahid. 2021 May 27. Available from: <https://www.facebook.com/photo?fbid=4159965954025202&set=pcb.4159996877355443>
64. The Global New Light of Myanmar. Union Minister receives donation for prevention, containment and treatment of COVID-19. 2020 Jul 9. Available from: <https://bit.ly/36EkQxu>
65. Habari N. Serikali yasaidiwa vifaa zaidiya bil. 2/- . IPP Media. 2020 Jun 20. Available from: <https://bit.ly/3eMlaNj>
66. Pd.co.ke. Kenya COVID-19 Emergency Fund receives Sh1.29 billion. 2020 Apr 21 Available from: <https://www.pd.co.ke/news/national/kenya-covid-19-emergency-fund-receives-sh1-29-billion-33750/>
67. Tobacco Control Alliance's Statement. Tobacco industry tries to catch fish in muddy water. 2020 Apr 06. Available from: <https://bit.ly/3zrjIke>
68. Pradhan S. COVID Spread: As PIL Seeks Pan Masala Ban, Company Says, 'We Donated 10 Cr to PM CARES'. 2020 Jun 24. Available from: <https://bit.ly/3rzKf5l>
69. Philip Morris Pakistan Ltd. Corporate Analyst Briefing Session. 2020 Dec 1. Available from: <https://bit.ly/36B5c6k>
70. SOLinternational. Tobacco companies break ban, donating Turkey's fundraising campaign. 2020 May 11. Available from: <https://bit.ly/36OvyCI>
71. StopCov Fund of Georgia. Before: <https://web.archive.org/web/20200428130911/https://stopcov.ge/en/Links> After: <https://stopcov.ge/en/Links>
72. The Union of Myanmar. The Control of Smoking and Consumption of Tobacco Product Law (No 5/2006). 2006. Available from: <https://bit.ly/2WcFXWn>
73. The Global New Light of Myanmar. Union Minister receives donation for prevention, containment and treatment of COVID-19. 2020 Jul 9. Available from: <https://bit.ly/36EkQxu>
74. Inquirer: DOH clarifies: Over 300 donated respirators already delivered to hospitals. 2021 Jun 11. Available from: <https://bit.ly/3eKrabp>
75. Inquirer: Lawmakers hit DOH for not distributing donated respirators to hospitals 2021 Jun 9. Available from: <https://bit.ly/3xXhFgw>
76. N. Bhatta. Nepal rejects attempts by tobacco industry to clean its dirty image. Health News. 2021 Apr 24. Available from: <https://bit.ly/2QMtIDH>
77. Mazariegos J. Foreign Ministry receives aid for returnees. Diario de Centro America. 2020 Apr 29. Available from: <https://bit.ly/3r7rdmF>
78. Regie Libanaise facebook posting. 2020 May 13. Available from: <https://bit.ly/36ALT6A>
79. Stelmach M. Philip Morris Polksa allocated as much as PLN 4 million to fight SARS-CoV-2. 2020 Apr 27. Available from: <https://bit.ly/3xMOMgl>
80. FragDenStaat. Use of Philip Morris plant in Berlin as a corona logistics center. 2021 Mar 31. Available from: <https://bit.ly/36lhycU>
81. China Tobacco. China National Tobacco Corporation donates another 100 million yuan to help Hubei fighting the epidemic. 2020 Feb 29. Available from: <https://bit.ly/3kPyyGp>
82. China Tobacco. Yunnan Tobacco: poverty alleviation aid school completed and opened. 2020 May 25. Available from: <https://www.tobaccochina.com/html/gypd/565088.shtml>
83. China Tobacco. Hubei Provincial Bureau (company) has achieved "zero poor" in its poverty alleviation. 2020 Dec 15. Available from: <http://www.tobacco.gov.cn/gjyc/fpgzdt/20201215/f21dcccfe4cbb4b8d909e1f5ac7d1e8ba.shtml>
84. China Tobacco. Chongqing Municipal Bureau (company) conducts in-depth research to guide tobacco disaster relief work. 2020 Aug 10. Available from: <http://www.tobacco.gov.cn/gjyc/tzgj/20200810/94b45e31cbb940a598769d5de31ac8a4.shtml>
85. Xw.qq.com. Headline greening Smart Environmental Smoking Room Appears at Tianxianxia Visitor Center. 2020 Nov 2. Available from: <https://xw.qq.com/partner/vivoscreen/20201102A0BZ5D00>
86. Cambiagesto. Awareness campaign. Available from: <https://cambiagesto.it/>
87. Marevivo. Small Deeds, Big Crimes. Available from: <https://marevivo.it/attivita/inquinamento/piccoli-gesti-grandi-crimini/>
88. Iolabuttoli. Little deeds, big crimes. Awareness campaign on the correct disposal of small waste. Available from: <https://iolabuttoli.green/>
89. Biko. Golden Cleopatra International Chess Championship 2020 Under the Auspices of the Eastern Company. 17 Dec 2020. Available from: <https://biko55.blogspot.com/2020/12/2020.html>
90. Asip Hasani, Riza R Mufti. Gudang Garam Kediri airport to kick off construction in April, operate in 2022. Jakarta Post. Available from: <https://bit.ly/2UJTIN6>

- 91.** Riovale Journal. Souza Cruz donates ambulance to Santa Cruz do Sul City Hall. 2020 Aug 20. Available from: <http://www.riovalejournal.com.br/souza-cruz-doa-ambulancia-equipada-para-prefeitura-de-santa-cruz-do-sul/>
- 92.** China Tobacco. Shanghai Tobacco Group and SAIC Motor Corporation Limited jointly donated 18 "ambulances with love" to a number of grassroots medical institutions in Sichuan and Shaanxi provinces. 2020 Oct 30. Available from: <https://bit.ly/36BQITM>
- 93.** Shanghai Tobacco Group and SAIC Motor Corporation Limited jointly donated 8 "ambulances with love" to Chongqing Municipality. China Tobacco, 2020-11-30. Available from: <https://bit.ly/2VKG2QB>
- 94.** Scopece M. Combatting cigarette smuggling: The BAT and Intelligit Study. 2019 Dec 6. Formiche. Available from: <https://bit.ly/3y1bzvf>
- 95.** Filipinohottopics.com. Philippines army receives two new ambulances from private organization. 2020 Mar 24 Available from: <https://filipinohottopics.com/philippine-army-receives-2-new-ambulances-from-private-organization/>
- 96.** Luci-Atienza, Manila Bulletin, 'Legarda renews warning against tobacco use,' available from: <https://mb.com.ph/2020/05/31/legarda-renews-warning-against-tobacco-use/>
- 97.** www.nawaiwaqt.com.pk Investigate why excise duty on cigarettes has not been increased: Chairman Senate. 2020 Jun 12. Available from: <https://www.nawaiwaqt.com.pk/12-Jun-2020/1171650>
- 98.** Business Recorder. Tobacco exports jump after withdrawal of advance tax. 2020 Sep 17. Available from: <https://bit.ly/3kjHDQU>
- 99.** Pakistan Tobacco Board. Leading tobacco manufacturers and exporters for the year 2019/2020. Available from: <https://www.ptb.gov.pk/node/71>
- 100.** The Global New Light of Myanmar. Union Minister receives donation for prevention, containment and treatment of COVID-19. 2020 Mar 25. Available from: <https://bit.ly/3kV2E10>
- 101.** JTI Careers Cambodia. JTI donations related to COVID-19. 2020 Aug 19. Available from: <https://bit.ly/3uqvnHX>
- 102.** Sokhom Khon. JTI donation related to COVID-19. Kampuchea Thmey Daily. 2021 Mar 3. Available from: <https://bit.ly/3mfHGD3>
- 103.** Manet S. Export licenses for Vietnam. Khmer Times. 2017 Jan 4. Available from: <https://bit.ly/37dVUxv>
- 104.** Republica Dominicana. MINERD and Fundación Humo de Amor sign an agreement that guarantees a new public educational center in Bonaó. 2020 Jun 26. Available from: <https://bit.ly/3kXUcb3>
- 105.** Ministerio de Industria. Plan de Relanzamiento De La Industria Del Tabaco. 2020 Nov 18. Available from: <https://bit.ly/3zKkUbg>
- 106.** General Resolution No. 4257 as amended. Internal Revenue Law, text replaced by Section 1° of Law No. 24 674 Tobacco Industry (Title II - Chapter I); March 2021. Available from: <http://biblioteca.afip.gob.ar/cuadroslegislativos/getAdjunto.aspx?i=12150>
- 107.** Government.no Prop. 1 LS (2020–2021) - regjeringen.no (See part 2 chapter 10.3)
- 108.** Regjeringen.no. Regulatory changes from the Ministry of Finance. 2020 Dec 17. Available from: <https://bit.ly/2Tt7j9b>
- 109.** Vlkova J. Cigarettes and tobacco will become more expensive. Idnez.cl. 2020 Sep 14. Available from: <https://bit.ly/3z1k0ap>
- 110.** Kurpiewska N. "This raise is the death penalty." The e-cigarette industry wants to abolish excise duties. Money.pl 2020 Dec 28. Available from: <https://bit.ly/3Eb3b03>
- 111.** Bundesministerium der Finanzen. 27. Subventionsbericht des Bundes, Berlin, Germany. 2019 Available from: <https://bit.ly/36WKeii>
- 112.** Moskowitz E. Italy releases study on Philip Morris' IQOS. OCCRP. 2020 Jun 1. Available from: <https://www.occrp.org/en/daily/12452-italy-releases-secret-study-on-philip-morris-iqos>
- 113.** Ministry of Industry. Request to continue manufacturing leaf purchase, finished good, supply and distribution during nationwide COVID-19 crisis. Available from: <https://bit.ly/2UFWe5b>
- 114.** Islam S. S. Ministry bashed for order over tobacco production. Bangladesh Post. 2020 Apr 26. Available from: <https://bit.ly/3wX7iYM>
- 115.** The Business Standard. Health Ministry requests to halt tobacco production, sales. 2020 May 19. Available from: <https://bit.ly/3x7YBex>
- 116.** Dhaka Tribune. Industries Ministries rejects tobacco ban proposal. Available from: <https://bit.ly/3rsLdA7>
- 117.** Sonny Serite. The Sunday Standard Facebook page. 2020 Apr 25. Available from: <https://bit.ly/3eKyVOp>
- 118.** Al-Sarayrah R. Bataineh: Providing "smoke" next Thursday. Alghad News. 2020 Mar 23. Available from: <https://bit.ly/3yYGZTf>
- 119.** BusinessNZ. Essential businesses. 2020 March; Available from: <https://bit.ly/3y7KCH4>
- 120.** Observatório de Monitoramento das Estratégias da Indústria do Tabaco. Com novo decreto, indústrias podem operar 100% da capacidade em Venâncio Aires. 2020. Available from: <https://bit.ly/3tz2FEg>

- 121.** Tobacco and cigarette industry production input. Policy Department Circular No. (22/2020) 2020 Sep 28. Available from: [رئىاج سىلاو غىبتىلا ءانص جاتنى تالخدم | CBOS](#)
- 122.** Thevibes.com. 2021 Jun 4. Both non-essential but ciggies can be sold, not alcohol: Rosol. Available from: <https://bit.ly/3B7dj8r>
- 123.** Gormley, M. Madore, T. M. 2020. At least 671 LI companies received waivers to open as essential businesses. Newsday. Available from: <https://nwsdy.li/3m0QM6v>
- 124.** Republic of Kenya Ministry of Industrialisation, Trade and Enterprise Development. Frequently asked questions for Business Operations during curfew and Restricted Travel Period for COVID-19 Crisis. 2020 April 8. Available from: <https://bit.ly/2TxMDNk>
- 125.** BAT Kenya. 2020 HY Results Investor Brief. 2020 Available from: <https://bit.ly/32kw8oL>
- 126.** Kenya Gazette Supplement No. 50 Legal Notice No. 37. 2021 Mar 29. Available from: <https://covid.comesa.int/wp-content/uploads/2021/03/37-essential-services.pdf>
- 127.** Facebook. Iraqi Merchants Association. 2020 Dec 13. Available from: <https://www.facebook.com/192706131368638/videos/84462222991928>
- 128.** Saya M. Board wants nicotine regulated under Tobacco Control Act. The Star. 2020 Jun 02. Available from: <https://bit.ly/3iE87R8>
- 129.** Ngugi B. Available from: State to classify BAT nicotine pouches as tobacco products. Business Daily. 2021 Feb 23. Available from: <https://bit.ly/36RcbYO>
- 130.** Egypt Today. Philip Morris announces introduction of IQOS in the U.S.A. 2019 Oct 21. Available from: <https://bit.ly/2XtpRYx>
- 131.** Alwafd.news. Finance has finished preparing the new tax brackets for cigarettes. 21 Jan 2020 Available from: <https://www.elwatannews.com/news/details/5116523>
- 132.** The Independent. Government seeks supplementary budget to pay tobacco farmers. 2020 Nov 28. Available from: <https://bit.ly/2V6WslD>
- 133.** Xinhua. China to import tobacco from Mozambique by 2020. 31 August 2019. Available from: http://www.xinhuanet.com/english/2019-08/31/c_138352173.htm
- 134.** Mowat G. Correspondence from Chief Executive Officer of National Tobacco Enterprise (Ethiopia) to Ethiopian Food and Drug Administration Ref: 2/A/20-2/21.1. Re: NTE Tobacco Products PHW Requirement Approval. 2020 Jun 9.
- 135.** Villca C. Flexibilizan un articulo para la ley antitabaco. laRazon. 2019 Jun 26. Available from: <https://bit.ly/3gt02Px>
- 136.** UNDP. The Case for Investing in WHO FCTC Implementation in Georgia. 2018 Dec.
- 137.** Campaign for Tobacco-Free Kids. Tobacco Control Law Summary: Turkey. 2020 Mar 4. Available from: <https://www.tobaccocontrolaws.org/legislation/country/turkey/summary>
- 138.** Official facebook of Michael Kretschmer Prime Minister Saxony. 26 Jun 2020. Available from: <https://www.facebook.com/MPMichael.Kretschmer/posts/3190046014350457>
- 139.** Official twitter: MPKretschmer. 26 Jun 2020. Available from: <https://twitter.com/MPKretschmer/status/1276460774177849344>
- 140.** Observatório de Monitoramento das Estratégias da Indústria do Tabaco. Governador Leite declara apoio a região produtora de tabaco RS e a fabricação e venda do cigarro eletrônico. 2020. Available from: <http://tabaco.ensp.fiocruz.br/node/1808>
- 141.** Repeka Nasiko. \$9 million tobacco factory. The Fiji Times. 2019 March 16. Available from: <https://bit.ly/3gx94eP>
- 142.** Reemtsma Imperial Tobacco. 'Niedersächsischer Ministerpräsident Stephan Weil besuchte Reemtsma'. 2020 Available from: <https://bit.ly/3m9MKKN>
- 143.** Sächsische Staatskanzlei (2020) 'Kretschmer nimmt an der Eröffnung des Philip Morris Logistikzentrums in Leipzig teil'. Available from: <https://bit.ly/3evDigq>
- 144.** BAT Kenya. BAT Kenya reiterates its commitment to environmental conservation as it marks World Environment Day. 2020 Jun 05. Available from: <https://bit.ly/3hVgf0l>
- 145.** BAT talks economic growth agenda. Zambia Daily Mail Limited. 2021 Jan 25. Available from: <http://www.daily-mail.co.zm/bat-talks-economic-growth-agenda>
- 146.** Rupiah Banda back from visits to JTI in Chipata. 2021 Apr 30. Available from: <https://zambiareports.com/2021/04/30/rupiah-banda-back-form-visits-jti-chipata/>
- 147.** DNA News. PTC launches 2nd-chapter of its exports initiative "Made in Pakistan" 10 Mar 2020. Available from: <https://dnanews.com.pk/ptc-launches-2nd-chapter-exports-initiative-made-pakistan-2/>
- 148.** The Voice of Sandinism. Taste Nicaraguan rum, tobacco and coffee in Moscow. 2020 Feb 19. Available from: <https://bit.ly/3ax3CV9>, <http://pronicaragua.gob.ni/es/noticias/2668-nicaragua-potencia-pujante-puros/>
- 149.** Association of Business Service Leaders. Crisis Boosting Investment. 7 Sep 2020 Available from: <https://bit.ly/3hW81Ft>
- 150.** Parties to Protocol on Elimination of Illicit trade of tobacco products. Available from: <https://bit.ly/3esyDeS>

- 151.** Federación Nacional de Departamentos (FND). "Cesar recibirá \$357 millones para fortalecer la lucha del contrabando de cigarrillos". 2019 May 17. Available from: <https://bit.ly/3ddDsBU>
- 152.** Amwal Al Ghad. Philip Morris Egypt wins the first international award as the best employer in Africa. 2020 Jan 8. Available from: <https://www.elfagronline.com/4089124/>
- 153.** Agreement between National Tobacco Enterprise (Ethiopia) Shared Company with Customs Commission, Addis Ababa. December 18, 2020; Number: 2/A/9-4/21.
- 154.** Scopece. M. Combating cigarette smuggling: The BAT and Intelligit Study. Formiche. 2019 Dec 6. Available from: <https://bit.ly/3y1bzvf>
- 155.** Tabaknee. Crooks are caught with crooks, Big Tobacco teaches customs the smuggling trade. 2020 Jan 09. Available from: <https://bit.ly/3niOobB>
- 156.** Ministerio de la Producción. Available from: <https://bit.ly/3eJWpTe>
- 157.** Inquirer. 'BOC destroys 109 million worth of illicit cigarettes.' Available from: <https://newsinfo.inquirer.net/1273004/boc-destroys-p109-worth-of-illicit-cigarettes>
- 158.** Romanian Police. Detection – Combating Tobacco Smuggling at the EU Border. 2018 Nov 15. Available from: <https://bit.ly/3iOPXwf>
- 159.** South African Revenue Service. SARS tax crimes initiative. Available from: <https://bit.ly/2TyD55M>
- 160.** Tania Escobar. Analysis of the Protocol to Eliminate Illicit Trade in Tobacco Products continues. Asamblea Legislativa. 19 July 2018. Available from: <https://www.asamblea.gob.sv/node/7420>
- 161.** Association of Distributors of El Salvador. The Impact of Smuggling before and during COVID-19. 27 Oct 2020. Available from: <https://bit.ly/3C5sT4o>
- 162.** Polis DiRaja Malaysia Facebook. 2020 Feb 18. Available from: <https://www.facebook.com/pdrmsiaofficial/photos/a.3013397458670541/3013406968669590/>
- 163.** The Business Standard. BAT Bangladesh among top tax paying companies. 2021 Feb 12. Available from: <https://bit.ly/36Ke2P0>
- 164.** Amcham Egypt. Business Monthly 2020 - Advertorial. Available from: <https://bit.ly/2Wjzl8j>
- 165.** Marketscreener. KT&G: Recertified as 'Family-friendly company' by Ministry of Gender Equality and Family. 2020 Dec 20. Available from: <https://bit.ly/2VWLwrz>
- 166.** KT&G Annual Report 2020
- 167.** Nepomuceno P. Agency AFP fetes outstanding Dental Service personnel. Philippine News Agency. 2020 Jul 21. Available from: <https://www.pna.gov.ph/articles/1110723>
- 168.** Sadongdong M. Gapay awards top military personnel, units. Manila Bulletin. 2020 Dec 21. Available from: <https://bit.ly/3Bz50Tr>
- 169.** Meaningful award from Trade Minister to Philsa (Philip Morris Sabanci). Available from: <https://bit.ly/3ep4Fsk>
- 170.** Award to Philip Morris Sabanci for both production and investment. Available from: <https://bit.ly/36l2U5u>
- 171.** Rappler. PH Army marks 123rd anniversary on frontlines vs coronavirus. 2020 Mar 23. Available from: <https://bit.ly/2YPRgET>
- 172.** Die Bundesregierung 'Drucksache 19/26014: Antwort der Bundesregierung auf die Kleine Anfrage der Abgeordneten Niema Movassat, Dr. André Hahn, Göky Akbulut, weiterer Abgeordneter und der Fraktion DIE LINKE. Drucksache 19/25566'. 2021 Jan 20. Available from: <https://bit.ly/2VcvMjr>
- 173.** Die Bundesregierung (2020) 'Drucksache 19/23050: Antwort der Bundesregierung auf die Kleine Anfrage der Abgeordneten Jan Korte, Ulla Jelpke, Niema Movassat, weiterer Abgeordneter und der Fraktion DIE LINKE. – Drucksache 19/22279 – Möglicher Drehtüreffekt – Wechsel aus Bundesministerien in die Wirtschaft und anschließende Kontakte'. Available from: <http://dipbt.bundestag.de/dip21/btd/19/230/1923050.pdf>
- 174.** Law of Ukraine «About access to public information» (2011). Available from: <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/2939-17#Text>
- 175.** Ministry of the Interior. Registry of Interest Management Hearings. Meeting between British American Tobacco and AFIP. 2020 Jan 30. Available from: <https://bit.ly/3m4p0GC>
- 176.** Response by the National Administration of Drugs, Food and Medical Devices to the Request for Access to Public Information made by FIC Argentina. 2021. Available (in Spanish) from: <https://cutt.ly/Dzg5aiK>
- 177.** NBR pre-budget meeting schedule for FY 2021-2022. 2021 February 18. Available from: <https://bit.ly/2W77usb>
- 178.** ElCaribe. President Abinader meets with the tobacco sector in Santiago. 2020 Sep 13. Available from: <https://bit.ly/2V3XCOZ>
- 179.** NZ Taxpayers Union. Submission to the Health Select Committee. Smoke-free Environments and Regulated Products (Vaping) Amendment Bill. 2020; Available from: <https://bit.ly/33NU98p>
- 180.** The NZ Initiative. Submission to the Health Select Committee, Smokefree Environments and Regulated Products (Vaping) Amendment Bill. 2020; Available from: <https://bit.ly/3ok6ivd>
- 181.** Newport, P., Carrick Graham: Without Apologies, in Metro. 2015, Bauer Media Group. Available from: <https://www.metromag.co.nz/society/society-politics/carrick->

graham-without-apologies

- 182.** Espiner, G. Dirty Politics: Saga ends with Carrick Graham apology in court. RNZ. 2021 Mar 3; Available from: <https://bit.ly/3xZbxod>
- 183.** Normativa sobre Control de Tabaco en Uruguay. 2015. Available from: http://cieturuguay.org.uy/images/pdf/Normativa_Control_Tabaco.pdf
- 184.** El Observado. How much did each party spend and who funded them in the campaign? 2020 Feb 10. Available from: <https://bit.ly/2Ppe6ig>
- 185.** Electoral Court. Accountability - Campaign 2019 – 2020. Available from: <https://bit.ly/3BEIKar>
- 186.** Letter to the editor: ANDE and Tabacalera de Cartes, largest contributors to the Paraguayan treasury in 2020. The Rio Times. 2021 Jun 30. Available from: <https://bit.ly/3AWGfPT>
- 187.** Electoral Commission website. Donations and loans reported every quarter by political parties. 2020 Feb 27. Available from: <https://bit.ly/3ryTdQi>
- 188.** Robert Buckland. The Register of Members Financial Interests. 2016 Nov 23. Available from: https://publications.parliament.uk/pa/cm/cmregmem/161121/buckland_robert.htm
- 189.** W. Hayward. Who bankrolls your MP's election campaigns? The donations, extra income and free trips Wales' 40 MPs receive. WalesOnline. 2020 Sep 13. Available from: <https://bit.ly/2V7Ygej>
- 190.** World Health Organization. Guidelines for Implementation of Article 5.3 of the WHO Framework Convention on Tobacco Control. Available from: https://www.who.int/fctc/guidelines/article_5_3.pdf
- 191.** Verkhovna Rada of Ukraine (2021), Law of Ukraine on corruption prevention with recent changes. Available from: <http://zakon.rada.gov.ua/laws/show/1700-18>
- 192.** Federal Republic of Nigeria Official Gazette. Tobacco Control Act. 2015 Jun 10. Available from: <https://www.tobaccocontrollaws.org/files/live/Nigeria/Nigeria%20-%20TCA%20-%20national.pdf>
- 193.** Haider M. 'Senate House' cigarette packs distributed among MPs. 2020 Jul 27. Available from: <https://www.thenews.com.pk/print/692672-senate-house-cigarette-packs-distributed-among-mps>
- 194.** Nicolas Montovio, LinkedIn Profile. 2020. Available from: <https://cutt.ly/1xyTbwZ>
- 195.** bnamericas. Dominga spat sparks cabinet shake-up in Chile. 2017 Aug 31. Available from: <https://www.bnamericas.com/en/news/dominga-spat-spurs-major-cabinet-shakeup-in-chile>
- 196.** Jorge Rodríguez-Grossi. Available from: <https://www.as-coa.org/speakers/jorge-rodriguez-grossi>
- 197.** Juan Alberto Londoño Martínez. FDN. Available from: https://fdn.com.co/sites/default/files/fdnhojadevidajuanalbertolondono_-_eng.pdf
- 198.** Juan Carlos Restrepo Piedrahita. LinkedIn [Profile page]. Retrieved 2020 May 8. Available from: <https://bit.ly/3uCzFLc>
- 199.** Fiji Department of Information. 3 New Permanent Secretaries Appointed, Former British American Tobacco CEO Is New PS Agriculture. Fiji Sun. 2019 Aug 14. Available from: <https://bit.ly/3dklTWI>
- 200.** Ministry of Economy and Sustainable Development of Georgia. Available from: <https://bit.ly/3etFpky>
- 201.** Personal Se-conred 029. Gobierno de Guatemala. 2015. Available from: https://conred.gob.gt/informacion_publica/2015/08-agosto/LISTADO-DEPERSONALYSERVICIOS-Ago2015-029.pdf
- 202.** Htet Aung Khine. LinkedIn. Available from: <https://mm.linkedin.com/in/htet-aung-khine-a78b4082>
- 203.** D&B Business Directory. Dnb.com. Available from: <https://bit.ly/3hL6kdH>
- 204.** Risatti F. The king of Paraguayan tobacco. El Pais. 2017 Sep 23 Available from: <https://bit.ly/36FIESY>
- 205.** Gregor Rutz. Gregor Rutz: National Council ZH. Available from: <https://bit.ly/3rAsbYB>
- 206.** Tobacco. OpenSecrets.org. 2021. Accessed 2021 May 28. Available from: <https://www.opensecrets.org/industries/lobbying.php?cycle=2020&ind=A02>
- 207.** Assunta M. Global Tobacco Industry Interference Index 2020. Global Center for Good Governance in Tobacco Control. Bangkok, Thailand. Nov 2020. Available from: <https://bit.ly/3zzapYy>
- 208.** Reuters. UPDATE 1-Norway drops tobacco producers from wealth fund. 2010 Jan 20. Available from: <https://www.reuters.com/article/norway-fund-idUKLDE6011G020100119>
- 209.** Ministry of Health and Family Welfare Government of India. Code of conduct for public officials in compliance to Article 5.3 of WHO FCTC. 2020 Jul. Available from: <https://bit.ly/3xOnhJR>
- 210.** Bookbinder Business Law. Tobacco Control Bill No. 9 of 2021. Available from: <https://bit.ly/3hYIXIw>
- 211.** Kingdom of Cambodia. Ministry of Education, Youth, and Sport No. 10 AYK.SNN: Circular On Ban of Use, Advertisement, Display and Sale of Tobacco, and Collaboration with Tobacco Industry. 2021 Feb 17.
- 212.** Sen D. Tobacco tie-up ban for educational institutions. Khmer Times. 2021 Mar 30. Available From: <https://bit.ly/3oafWCy>
- 213.** Republic of Philippines Department of Health. Annex G: Declaration of Interest Form based on Department Memorandum No. 2020-0156. 2020 Mar 16. Available from: <https://bit.ly/3y55HBs>

- 214.** Norway report to the WHO FCTC COP. 2020. Available from: <https://bit.ly/2UHru3V>
- 215.** Response of the Ministry of Health of the Nation to the Request for Access to Public Information made by FIC Argentina on Massalin Particulares advertising in 2018. 2021. Available (Spanish) from: <https://cutt.ly/OznFyZD>
- 216.** Response of the Ministry of Health of the Nation to the Request for Access to Public Information made by FIC Argentina on Massalin Particulares advertising in 2019. 2021. Available (Spanish) from: <https://cutt.ly/xzmrHtD>
- 217.** Chile Law. Law 20660 Modifies Law No. 19,419, on Tobacco Smoke-Free Environments. Ministry of Health; Undersecretariat for Public Health. Available from: <https://bit.ly/3zzwTss>
- 218.** Ministry of Public Health. Notification of the Ministry of Public Health Re Criteria Methods and Conditions for Information Submission by Manufacturers or Importers Engaging in Sale of Cigarette Tobacco Products in the Kingdom B.E. 2562 (2019)
- 219.** Uganda Tobacco Control Act 2015; Section 43 and the sixth schedule. Available from: https://health.go.ug/sites/default/files/Uganda_Tobacco_Control_Act_0.pdf
- 220.** Ministry of Health Manatū Hauora. Tobacco returns 2020. 2021; Available from: <https://bit.ly/3hu3PwX>.
- 221.** Republic of Gabon. Decree No. 0286/PR/MSPSSN Concerning the Prevention of Interference by the Tobacco Industry in Health Policy in the Republic of Gabon. 2016 Apr 11. Available from: <https://bit.ly/3ADtR7z>
- 222.** Rijksoverheid. Gedragscode integriteit rijksambtenaren. 2017. Available from: <https://bit.ly/3aBFjfr>
- 223.** Public Health England. 2016 Available from: Protocol for engagement with stakeholders with links to the tobacco industry,
- 224.** CPC News. How the Tobacco Chief became a ticket dealer: 2020 Aug 21. Available from: <http://fanfu.people.com.cn/n1/2020/0821/c64371-31831026.html>
- 225.** Note: All non-Parties were scored 0 for Q4 in the questionnaire; their total maximum score is 95
- 226.** Ministerio de Industria. Plan de Relanzamiento De La Industria Del Tabaco. 2020 Nov 18. Available from: <https://bit.ly/3zKkUbg>
- 227.** Ministry of Industry, Commerce. Commercial Profile of Dominican Tobacco 2019. Available from: <https://bit.ly/3kOU0LI>
- 228.** Bundesrat. BBl 2020 7049: Botschaft zur Volksinitiative «Ja zum Schutz der Kinder und Jugendlichen vor Tabakwerbung (Kinder und Jugendliche ohne Tabakwerbung)». Die Publikationsplattform des Bundesrechts. 2020. Available from: <https://www.fedlex.admin.ch/eli/fga/2020/1895/de>
- 229.** Altermatt S. Aussenminister im Tabakdunst: Was wusste Ignazio Cassis über das Sponsoring von Philip Morris?: Aussenminister Ignazio Cassis sei über das Tabak-Sponsoring an der Weltausstellung 2020 nicht im Detail informiert, hiess es am Montag. Aus seinem Departement kommen allerdings widersprüchliche Aussagen. 2019 Jul 24. Available from: <https://www.aargauerzeitung.ch/schweiz/aussenminister-im-tabakdunst-was-wusste-ignazio-cassis-uber-das-sponsoring-von-philip-morris-ld.1138005>
- 230.** Communication EDA. Swiss presence at Expo 2020 in Dubai: Federal Councilor Cassis makes directional decision regarding sponsorship partnership. Federal Department of Foreign Affairs. 2019 Jul 30. Available from: <https://bit.ly/3wUapkp>
- 231.** Häfliger M, Fellmann F. Ein Putin-Freund sponsert Schweizer Botschaftsparty. Der Bund. 2019 Jul 20.
- 232.** Blülle E, Bühler D. Diplomacy in the service of the global corporation. Republik. 2019 Jul 31. Available from: <https://bit.ly/3718ZtD>
- 233.** Wijayanto N. So it's a burden for farmers to industry, PKB refuses to increase cigarette excise. Sindonews.com. 2020 Oct 27. Available from: <https://bit.ly/39D6C1v>
- 234.** Saputri D.S. Moeldoko: The government is not arbitrary regarding tobacco excise. Republika. 2020 Nov 16. Available from: <https://bit.ly/3zlBU11>
- 235.** PT HM Sampoerna. Letter from PT HM Sampoerna to the Regent of Karangasem Regency, Bali: 'Confirm regulation on cigarette advertisement' dated 2020 Jun 02.
- 236.** Directorate General of Customs and Excise. Escorting National Economic Recovery, Customs and Excise Visit Djarum. 2020 Jun 19. Available from: <https://bit.ly/3Bwkd7y>
- 237.** Diario El Peruano. Available from: <https://bit.ly/3gPqKSN>
- 238.** Congreso de la República. Available from: <https://bit.ly/3nA5emn>
- 239.** Congreso de la República. Available from: <https://bit.ly/3u9TVUK>
- 240.** The observer: Government enabled the sale of electronic devices that heat dry tobacco. March 2021. Available from: <https://bit.ly/3gxXJuW>
- 241.** La diaria politica. For experts, the qualification of heated tobacco devices demonstrates "that the industry has arrived in the Presidency". 2021 March 29. Available from: <https://bit.ly/3tPF7KA>
- 242.** The Observer; how much did each party spend and who funded them in the campaign? February 2020. Available from: <https://bit.ly/2Ppe6ig>
- 243.** SICCI. Lack of compliance is affecting confidence and reduces govt revenue. 2020 Sep. Solomonchamber.com. Available from: <https://bit.ly/3fJau2e>

- 244.** Notify. SICCI roundtable highlights opportunities for raising government revenue from businesses. 4 June 2020. Available from: <https://bit.ly/2UFbc70>
- 245.** Solomon Star. SICCI acknowledges RSIPP's support to our frontline workers. 2020 Nov 03. Available from: <https://bit.ly/3kOjGbg>
- 246.** Cohen J, Chapman S, Philip Morris and the Government of Canada collaborate on COVID-19 vaccine development. 2020 Nov 21. Tobacco Control Blog. Available from: <https://bit.ly/3lbEMyO>
- 247.** Philip Morris. PMI announces Medicigo to supply up to 76 million doses of its plant-derived COVID-19 candidate. 2020 Oct 24. Available from: <https://bit.ly/2WepoS>
- 248.** Philip Morris International. Sampoerna to vaccinate thousands of its employees to support recovery from COVID-19. 2021 May 19. Available from: <https://bit.ly/2WA7AbA>
- 249.** The Business Standard. BAT Bangladesh steps forward to step up COVID-19 vaccine registration booths. 2021 Aug 09. Available from: <https://bit.ly/3jqvP3>
- 250.** Replace with: Gretler C. Philip Morris takeover of U.K. drugmaker Vectura near completion. Bloomberg.com. 2021 Oct 01. Available from: <https://bloom.bg/3E9N9CY>
- 251.** Cronista. All Argentine companies lend a hand in the face of the pandemic: what they did to help. Available from: <https://www.cronista.com/responsabilidad/comosalir-del-laberinto/>
- 252.** "Brazos Abiertos" (Open Arms) Program against child labor in Salta and Jujuy, March 3, 2020. Available from: <https://tercersector.org.ar/programa-brazos-abiertos-contra-el-trabajo-infantil-en-salta-y-jujuy/>
- 253.** General Resolution No. 4257 as amended. Internal Revenue Law, text replaced by Section 1° of Law No. 24 674 Tobacco Industry (Title II - Chapter I); March 2021. Available from: <http://biblioteca.afip.gob.ar/cuadroslegislativos/getAdjunto.aspx?i=12150>
- 254.** Prague daily. Three Prague hospitals will receive a donation of over seven million to fight coronavirus. 2020 Apr 8. Available from: https://prazsky.denik.cz/zpravy_region/prazske-nemocnice-darem-koronavirus-20200408.html
- 255.** Vlkova J. Cigarettes and tobacco will become more expensive. Idnez.cl. 2020 Sep 14. Available from: <https://bit.ly/3zIk0ap>
- 256.** Iskandar Y. PT HM Sampoerna provides assistance to the East Java provincial government with disinfectant liquid, PPE and masks. TribunJatim.com 2020 Apr 25. Available from: <https://jatim.tribunnews.com/2020/04/25/pt-hm-sampoerna-beri-bantuan-ke-pemprov-jatim-cairan-disinfektan-apd-dan-masker>
- 257.** Kontan. Meet Coordinating Minister for Political, Legal and Security Affairs Mahfud MD, cigarette workers ask for protection. 2020 Oct 19. Available from: <https://bit.ly/3z9unbH>
- 258.** Malaysiakini. MyKasih raises RM 3mil for food aid during MCO. 2020 Apr 7. Available from: <https://www.malaysiakini.com/announcement/519315>
- 259.** The Global New Light of Myanmar. Union Minister receives donation for prevention, containment and treatment of COVID-19. 2020 Jul 9. Available from: <https://bit.ly/36EkQxu>
- 260.** Philip Morris Pakistan Limited. 2020 Annual Report. 2020 Dec 31. Available from: <https://bit.ly/3mh6pZE>
- 261.** Bat.com. News release. BAT launches tobacco industry first Human Rights Report. 2020 Dec 10. Available from: <https://bit.ly/3tQo0Jn>
- 262.** Business Recorder. Tobacco exports jump after withdrawal of advance tax. 2020 Sep 17. Available from: <https://bit.ly/3kjHDQU>
- 263.** Hoy. Tobacco companies renew agreement for the development of SMEs 2019 Jul 19. Available from: <https://bit.ly/2RW7r7AP>
- 264.** Ultimahora. Tobacco tax only covers 20% of direct expenses that cigarettes cause to Health 2020 May 11. Available from: <https://bit.ly/3v7rR4n>
- 265.** Kurpiewska N. "This raise is the death penalty." The e-cigarette industry wants to abolish excise duties. Money.pl 2020 Dec 28. Available from: <https://bit.ly/3shtsEz>
- 266.** Michuzi Blog. Tanzania tobacco company solves problems with disabilities in Nyasa. 2020 Dec 16. Available from: <https://bit.ly/3xG09xH>
- 267.** SOLInternational. Tobacco Companies break ban, donating Turkey's presidential fundraising campaign. 2020 May 11. Available from: <https://bit.ly/3yOzFKF>
- 268.** Presidential Decision Regarding the Re-valuation of the Special Consumption Tax Rates to be Applied to Certain Goods and the Decision on Not Applying the Clause (3) of Article 12 of the Special Consumption Tax Law No 4760 to These Goods for the January-June Period of 2021 (Decision Number: 3328) The Official Gazette dated 25 December 2020, No. 31345
- 269.** ZNBC. JTI spends US \$300,000 on COVID-19 fight. 2020 Jun 18. Available from: <https://www.znbc.co.zm/news/jti-spends-us300000-on-covid-19-fight-in-western-and-eastern-provinces/>



A GLOBAL
TOBACCO
INDUSTRY
WATCHDOG

www.exposetobacco.org
www.globaltobaccoindex.org